

LA LETTRE DE GEOSTRATEGIES 2000

ANCIENS DE CAMBRIDGE □ ANCIENS D'OXFORD □ ASSOCIATION DES ANCIENS DE LA LONDON SCHOOL OF ECONOMICS □
 ASSOCIATION DES ANCIENS DE L'ÉCOLE DE L'AIR □ ASSOCIATION DES SCIENCES PO □ ASSOCIATION DES AUDITEURS ET
 CADRES DES HAUTES ÉTUDES DE L'ARMEMENT □ ASSOCIATION NATIONALE DES AUDITEURS JEUNES DE L'IHEDN (ANAJ) □
 ASSOCIATION DES DIPLOMES DU CENTRE D'ÉTUDES SUPÉRIEURES DE BANQUE □ ASSOCIATION DES CENTRALIENS □
 ASSOCIATION DU CONTRÔLE GÉNÉRAL DES ARMÉES □ ASSOCIATION DES DIPLOMES DE L'ESSEC □ INSTITUT DE RELATIONS
 INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES (IRIS) □ INSTITUT DES HAUTES ÉTUDES DE DÉFENSE NATIONALE □ INSTITUT DES
 HAUTES ÉTUDES NATIONALE DE LA SÉCURITÉ ET DE LA JUSTICE □ INSTITUT SUPÉRIEUR DES AFFAIRES DE DÉFENSE (PARIS
 II) □ INSTITUT SUPÉRIEUR DU COMMERCE □ SAINT-CYRIENNE □ ASSOCIATION DES ANCIENS ÉLÈVES ET DIPLOMÉS DE
 L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE

[www. geo2000.org](http://www.geo2000.org)

N° 86 DECEMBRE 2018

SOMMAIRE

P.2 : JUILLET 2017 – « TERRORISME, FACE CACHEE DE LA MONDIALISTION »

RICHARD LABEVIERE : ANCIEN REDACTEUR EN CHEF A RFI.

P. 6 : SEPTEMBRE 2017- « LA RUSSIE AUJOURD'HUI »

ANDREÏ GRATCHEV : JOURNALISTE, CONSEILLER ET DERNIER PORTE-PAROLE DE MIKHAÏL GORBATCHEV.

P.10 : OCTOBRE 2017 - « TERRORISME 2.0 »

REMY FEVRIER : ANCIEN OFFICIER SUPERIEUR DE GENDARMERIE, SPECIALISTE EN INTELLIGENCE ECONOMIQUE ET EN SECURITE DES SYSTEMES D'INFORMATION.

P.12 : NOVEMBRE 2017 - « REPENSER LA POLITIQUE ARABE DE LA FRANCE ? »

HAKIM EL KAROUI : ESSAYISTE, A CREE ET PRESIDE JUSQU'EN 2010 LE CLUB XXI^E SIECLE, ANCIEN CONSEILLER TECHNIQUE DU PREMIER MINISTRE JEAN-PIERRE RAFFARIN.

P.16 : JANVIER 2018 – « UN MOTEUR DE RECHERCHE COMMERCIALEMENT NEUTRE ET RESPECTUEUX DE NOTRE VIE PRIVEE...EST-CE POSSIBLE ? »

P. 19 : FEVRIER 2018 – « LA SECURITE EN FRANCE ET EN EUROPE »

BERNARD CAZENEUVE : ANCIEN PREMIER MINISTRE – ANCIEN MINISTRE DE L'INTERIEUR.

P.22 : MARS 2018 « L'ÉCOLE ENTRE CRISE D'AUTORITE ET CRISE CULTURELLE ? »

BARBARA LEFEBVRE : ENSEIGNANTE EN HISTOIRE ET GEOGRAPHIE, ESSAYISTE.

P.26 : AVRIL 2018 – LES ENJEUX DE SECURITE EN AFRIQUE »

GENERAL D'ARMEE DIDIER CASTRES : INSPECTEUR GENERAL DES ARMÉES – TERRE.

P. 29 : MAI 2018 – « LE TRANSHUMANISME FAIT-IL PEUR ? »

PROFESSEUR CHRISTOPHE HABBAS : CHEF DU SERVICE DE NEURO-IMAGERIE A L'HOPITAL DES QUINZE-VINGTS, CHERCHEUR EN SCIENCES COGNITIVES.

P. 33 : JUILLET 2018 – « L'IMMIGRATION, REALITE ET FANTASME : MENACE POUR L'EUROPE ? »

FRANÇOIS HERAN : TITULAIRE DE LA CHAIRE « MIGRATIONS ET SOCIÉTÉS ».

P.36 : OCTOBRE 2018 – « S'ENGAGER POUR REFONDER L'EUROPE »

PHILIPPE HERZOG : PRESIDENT-FONDATEUR DE CONFRONTATIONS EUROPE, MEMBRE DU CONSEIL D'ANALYSE ECONOMIQUE AUPRES DU PREMIER MINISTRE, DEPUTE EUROPEEN DE 1989 A 2004, PUIS CONSEILLER SPECIAL AUPRES DE LA COMMISSION DE 2009 A 2014.

P. 39 : DECEMBRE 2018 – « DES TENSIONS AUX VIOLENCES SOCIALES, LA SOCIETE FRANCAISE SE RADICALISE-T-ELLE ? »

JEAN-DANIEL LEVY, DIRECTEUR GENERAL D'HARRIS INTER-ACTIVE EN CHARGE DU DEPARTEMENT « POLITIQUE ET OPINION »

« TERRORISME, FACE CACHEE DE LA MONDIALISATION ... »

Le mercredi 5 juillet 2017, pour son dernier petit déjeuner avant la trêve estivale, Géostratégies 2000 a reçu Richard LABEVIERE ancien rédacteur en chef à RFI, à l'occasion de la sortie de son dernier ouvrage « Terrorisme, Face cachée de la Mondialisation », dans lequel il essaie de démonter les rouages du terrorisme moderne. Privilégiant une approche pluridisciplinaire, s'appuyant sur des connaissances très vastes et très pointues, il évolue en permanence du concept au fait, du global au terrain et nous éclaire sur une réalité complexe et multiforme qui prospère grâce à une imbrication de montages financiers « souterrains » qui ont souvent la même origine : les pétromonarchies sunnites.

J'ai derrière moi des années et des années de reportages de terrain et d'enquêtes. Cela fait trente ans que je vais en Syrie. J'ai même interviewé Assad Père. Cette longévité me permet d'avoir plus facilement accès aux informations clés, de bien cerner les différents acteurs, lance d'entrée de jeu, Richard Labévière, avant de commenter la récente décision de l'Arabie Saoudite et de ses alliés de rompre les relations diplomatiques avec le Qatar, l'accusant de soutenir le terrorisme. Un comble, selon lui, puisque l'Arabie Saoudite finance l'islam radical depuis plus de trente ans. Autre bizarrerie, le Conseil de Sécurité de l'ONU, qui normalement adopte des sanctions sévères, comme celles qui frappent la Russie et la Syrie, ne bouge pas. On observe juste quelques déclarations des chancelleries occidentales. En fait, c'est un simulacre, et cela fait écho à un autre scoop mondial, il y a 6 mois, celui du scandale des Panama Papers, qui met en lumière les financements transnationaux du terrorisme et qui est vite oublié, note Richard Labévière, qui pointe du doigt un traitement de l'information, extrêmement critiquable.

L'EMPRISE TERRORISTE

C'est l'argent qui structure et détermine tout, note-t-il. En poste aux Nations Unies à Genève pendant les décennies 80 et 90, je voyais partir des valises d'argent liquide vers les maquis du GIA en Algérie et en Egypte. Tout a basculé avec le meurtre d'un ami dans la guerre civile, puis avec l'attentat de Louxor en 1997 (63 touristes tués, dont de nombreux Suisses). Détaché sur place par la Télévision Suisse Romande, j'ai pu établir que cet acte criminel avait été financé par « Al Taqwa », dénommé aussi « La Piété » un fonds d'investissement, basé à Lugano et aux Bahamas, qui est la devanture des Frères Musulmans (interdits en Egypte depuis 1983) et qui travaille étroitement avec de grandes banques saoudiennes, elles-mêmes en partenariat avec des établissements suisses et hollandais (Amro). Autre étrangeté, 1045 avocats sont inscrits au barreau de Genève, une ville moyenne de 350 000 habitants. Or, seuls 45 exercent réellement leur profession. Les autres

réalisent des montages offshores, qui voyagent entre Jersey, Singapour et les Bahamas et contribuent à la plasticité de ces sociétés qui servent, en fait, de masques. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si la holding financière de Ben Laden Group (une sorte de Bouygues du Moyen Orient) y a son siège social.

Avec les attentats contre les ambassades américaines de Nairobi et Dar El Salam, en 1998, un pas supplémentaire est franchi. Or, le FBI, en analysant des poussières d'explosifs, découvre que le matériel utilisé provient de l'armée américaine. Tout cela a été organisé par des Afghans, recrutés et formés par les services américains pour combattre les Soviétiques entre 1979 et 1989 et qui se sont retournés contre leurs « maîtres ». Cela provoque le « Ben Laden Gate », une guerre des polices entre la CIA et le FBI, mais finalement l'affaire est étouffée.

On assiste donc, depuis le début des années 1990, à la montée en puissance d'attentats fomentés par des groupes sunnites radicaux, financés par les Saoudiens, prémices du 11 septembre 2001, martèle Richard Labévière. Ils suivent tous le même cheminement. Il y a une cartographie opérationnelle à partir de 3 foyers. La Jordanie, un « hub » de formation et de passage, l'Afghanistan et le Pakistan et enfin le Maghreb et l'Afrique Sub Saharienne.

L'organisation n'est pas pyramidale, mais « rhizomatique », c'est à dire, en recombinaison permanente. De plus, il faut savoir que le financement du passage à l'acte n'est pas très cher (500 000 dollars pour le World Trade Center). Ce qui pèse lourd, en revanche, c'est l'amoncellement, c'est à dire, le recrutement, la formation et l'endoctrinement ; et l'aval : la prise en charge des familles, les opérations de chirurgie esthétique au Brésil et au Liban pour faciliter les changements d'identité des terroristes.

UN ENVIRONNEMENT MENAÇANT

En parallèle, se développe également une économie politique, un ensemble de modes de production du capital, très opérationnel, observe Richard Labévière. Dès 1979, Al Qaïda a bénéficié des largesses de Ben Laden Group et de la fortune de la famille. Quant à

Daesh, pour éviter de parler des vrais financements qui émanent des Pays du Golfe, on a réussi un tour de passe-passe astucieux. On crée la fiction d'un autofinancement local, provenant du pétrole, du coton, du trafic d'œuvres d'art et même d'un impôt religieux prélevé sur la population. Et quand Daesh sera éradiqué à Raqqa et Mossoul, cela ne signifiera pas son extinction. Il y a déjà un redéploiement au Caucase, dans le Nord-Ouest Chinois (3000 Chinois combattent en Syrie), dans la Corne de l'Afrique, la zone Sahélienne et le Sud de la Libye.

Hormis les financements classiques qui perdurent et qui émanent notamment du Qatar, on voit de plus en plus interagir les syndicats du crime, les cartels de la drogue, les Etats faillis et les groupes terroristes dans des logiques constitutives d'une économie politique, dont s'accommode parfaitement l'économie globale. On assiste également à une convergence hybride entre les mouvements islamistes et les populations locales, qui alimentent le trafic de l'ivoire en braconnant éléphants et rhinocéros. Les Etats concernés, comme la Mauritanie, le Mali, le Niger, le Burkina sont très fragiles et souvent complices, car très corrompus, déplore Richard Labévière.

Après chaque nouvel attentat, les pays occidentaux produisent, à leur tour, une économie politique du contreterrorisme. Et même si on ne bombarde pas une idéologie, on prévoit l'augmentation des budgets de la Défense, bridés à cause de l'endettement, mais très vite, les réalités de Bruxelles l'emportent et on privatise des secteurs régaliens, en faisant appel à des sociétés militaires privées, des mercenaires, des entreprises de gardiennage, on installe des caméras partout. Dans des villes comme Londres ou Paris, on est filmé jusqu'à 50 fois par jour, mais ces données sont peu exploitées. Le but étant d'abord de rassurer les populations. Les officiers de renseignement privé d'intelligence économique se multiplient et cela crée un secteur économique à part entière qui emploie plus de 350 000 personnes et qui est désormais plus important que notre pôle automobile.

Voilà pour la « phénoménologie », mais quelle est la signification conceptuelle, s'interroge Richard Labévière. Il faut cesser d'analyser le terrorisme contemporain en termes de crise, d'accident ou de pathologie. Il faut le voir comme un processus banalisé, normalisé, nécessaire à la continuation des logiques de nos économies qui se sont mondialisées. La fin de la Guerre Froide a provoqué le démantèlement des Etats Nation, la disparition des services publics, la diminution de la redistribution sociale. Tout ceci s'accompagne d'une révolution numérique commune à tous. Le terrorisme profite de cette révolution dont personne ne maîtrise les effets et qui échappe à tout contrôle. Georges Bataille, spécialiste des civilisations pré colombiennes, a publié en 1957 un ouvrage intitulé la « Part Maudite ». Il explique que chaque processus d'expansion économique a sa « part maudite » de gaspillage, de destruction, qu'il appelle la « consommation ». Dans nos sociétés, le terrorisme est devenu cette part de

« consommation » du capitalisme mondialisé, affirme Richard Labévière qui choisit de conclure sur une dernière provocation. Tout comme Lénine parlait de l'impérialisme comme stade suprême du capitalisme, je pense que l'on peut voir le terrorisme comme le stade suprême de la mondialisation...

Après ce brillant exposé, Raymond Douyère, Président de Géostratégies 2000 a animé le débat, riche et très intéressant.

Jean-Louis Pierrel (Relations Universitaires IBM France. Secrétaire Général adjoint de Géostratégies 2000) : Depuis les « Luxleak » et « Panama Papers », il semble que l'OCDE se soit lancée dans une limitation des paradis fiscaux. Pensez-vous qu'il soit possible de restreindre réellement les flux opaques ?

J'ai fait partie d'un groupe de travail à l'OCDE, où je m'occupais de la traçabilité des mécanismes de financement des réseaux terroristes. D'ailleurs, les Américains ont décidé de quitter ce groupe de travail... C'est utile, car cela permet de chiffrer la fraude fiscale, de mieux cerner les zones offshores. Mais, c'est tout. Cela ne permet pas de progresser. Par exemple, la Suisse est de moins en moins un paradis fiscal. Conséquence, les financements prennent un autre chemin. Il y a toujours une activité économique au départ (comme la construction de mosquées en Albanie) et à un certain moment, on perd toute trace. Le problème vient aussi des outils à disposition pour le suivi opérationnel. Avant les enquêtes des juges anti terroristes, les pièces à conviction s'envolent...

Raymond Douyère (Président de Géostratégies 2000) : La Suisse n'est pas aussi transparente qu'elle le proclame. Qu'en est-il des 45 000 comptes que la France voudrait rapatrier ?

C'est lent mais cela se fait peu à peu. Il ne faut pas non plus fonder trop d'espoirs. C'est un système opaque. Beaucoup de banquiers ont déjà déménagé leur savoir-faire vers de nouvelles places comme Singapour ou le Liban.

Bernard Ouillon (Attaché de direction- RTE S-G) : Comment expliquer le silence du monde occidental face au financement du terrorisme ? Quid des missions des organismes comme Tracfin ? Pourquoi n'y a-t-il pas de coordination ?

Pour démanteler ces mécanismes, il faut du temps. Je veux rendre hommage à Tracfin, qui n'est ni fluide, ni rapide, mais qui fonctionne bien. Et souvent, ses réussites ne sont pas médiatisées. On se heurte trop souvent à la difficile coopération européenne, sur le plan de la justice. Les extraditions sont trop souvent rejetées ou retardées, notamment par le Royaume Uni qui s'abrite derrière l'Habeas

Corpus. il a fallu attendre 15 ans pour pouvoir interroger un des responsables de l'attentat du RER à Saint Michel en 1995.

Europol n'est pas opérationnel, Interpol est très efficace.

Pour la police et le renseignement, on a pris une très bonne direction.

Devant toutes les nouvelles lois antiterroristes, je suis perplexe. On légifère beaucoup, mais est-ce efficace ? Au-delà de l'effet d'annonce, il est primordial d'être sur le terrain !

Paul Rechter (Vice-président de *Géostratégies 2000*)
Marielle Vichot (Professeure agrégée d'histoire. Lycée Janson de Sailly) :

Quid du Hezbollah ?

Qu'en est-il du financement de l'Iran qui se pose en challenger du contrôle de la région du Moyen Orient ?

L'Iran véhicule également beaucoup de fantasmes. La révolution islamique de 1979, les otages de l'ambassade américaine, tout cela a créé un traumatisme, la peur d'une propagation.

C'est en partie pour ce motif que les pays occidentaux ont poussé Saddam Hussein à entrer en guerre contre l'Iran. Pendant la guerre civile libanaise, l'Iran a financé des attentats sur le sol français (la rue de Rennes) et au Liban, avec le Drakkar (46 soldats tués). il y a eu aussi de nombreuses prises d'otages. C'était pour lutter contre le soutien de la France à l'Irak. Il y a quand même eu 6 Super Etendard sous cocarde irakienne mais avec des pilotes français qui ont bombardé des villes iraniennes...

L'Iran a aussi utilisé le bonus du terrorisme pour assassiner de nombreux opposants, mais cela s'estompe dès 1989 avec la fin de la guerre au Liban. Ils ont compris que ce n'était pas la meilleure manière de promouvoir leurs intérêts à l'étranger. C'est à partir de la guerre de du Golfe de 1990 que l'on observe une montée en puissance du djihadisme sunnite, contre les USA.

Le Hezbollah a été créé en 1983, quand Israël a envahi le Sud Liban. Il s'est vite imposé comme une organisation militaire et politique solide, notamment après l'assassinat de l'Ambassadeur de France, Louis Delamare, dont il a commandité l'action.

Aujourd'hui, les chiites sont majoritaires au Liban mais le Hezbollah s'appuie sur une armée très efficace. Il peut mobiliser ses forces spéciales qui comptent entre 3000 et 5000 hommes et qui ont d'ailleurs détruit, en 2006, plusieurs centaines de chars et d'hélicoptères israéliens [des sources dignes de foi donnent des chiffres très différents : destruction d'une vingtaine de chars Merkava et de quelques hélicoptères. NDLR]

Pendant longtemps, la France n'a pas voulu que le Hezbollah soit reconnu comme une organisation terroriste sur les listes européennes. Tout simplement, parce qu'il faisait tampon entre nos Casques Bleus de la FINUL et les groupes terroristes. Il stabilise la région, négocie et sert de médiateur avec l'Iran. Il a

notamment joué un rôle décisif dans la libération de l'étudiante française emprisonnée à Téhéran. Les analystes français de terrain ont compris qu'Al Qaïda aurait pris Tripoli, et peut être Tyr et Saïda sans le barrage du Hezbollah, à partir de 2013.

C'est une situation très complexe, où les forces spéciales d'Israël en arrivent à aider les djihadistes de Cosa Nostra, car ils sont engagés contre le Hezbollah, perçu comme la menace principale dans la région, avec ses missiles de longue portée.

François-Xavier Martin (Président d'Honneur de *Crédit X Mines. Secrétaire Général et Trésorier de Géostratégies 2000*) : **A quoi attribuez-vous la décision américaine de déclencher la seconde guerre du Golfe ?**

L'Irak, au départ, a accueilli un terrorisme d'Etat, avec notamment, l'OLP, qui a organisé de nombreuses attaques terroristes, dont la plus emblématique fut celle des Jeux olympiques de Munich en 1972. Il a également, avec la Libye, soutenu Carlos et Abu Nidal.

Saddam Hussein a donc un passé sulfureux. Mais ce sont les Occidentaux qui l'ont poussé à faire la guerre contre l'Iran. Mais, cela a coûté cher et les dettes de guerre restent impayées. Donc, pour riposter, il met la main sur le Koweït, ce qui déclenche l'intervention occidentale, menée par les USA et la Grande Bretagne [1ère guerre du Golfe à laquelle la France participe – opération *Daguet* [NDLR] : justifiée par la présence d'armes de destruction massive, qui n'ont toujours pas été trouvées [justification fallacieuse donnée par les USA et le RU pour la 2ème guerre du Golfe, à laquelle la France a refusé de participer. [NDLR].... Il a fallu avoir recours à des mensonges d'Etat pour lancer cette guerre qui a contourné le Conseil de sécurité et qui a été très critiquée par la France, notamment lors du discours de Dominique de Villepin à l'ONU. Une posture très gaulliste...

Parmi les motivations, il y a certes le pétrole, mais cela n'a pas été décisif. En fait, les Américains voulaient construire une plate - forme inter armées en Irak, pour endiguer l'expansion de la Chine, ce qui est une véritable obsession de la diplomatie américaine. Ils veulent avoir des moyens de projection, à partir de l'Irak, voire de l'Iran. Ce qui explique pourquoi Obama a tant insisté pour finaliser l'accord sur le nucléaire. Les USA veulent mener un redéploiement stratégique à partir de l'Asie Centrale. Parallèlement au redéploiement maritime en cours avec la marine japonaise.

Michel Troïkouroff (Juriste) : **Quel est l'intérêt pour des pays comme l'Arabie Saoudite et le Qatar de financer le terrorisme ?**

Les pays concernés sont des pays wahhabites, les plus conservateurs de l'islam sunnite. Il faudrait revisionner Lawrence d'Arabie, les révolutions arabes

de 1916. Au départ, en Arabie Saoudite, les dirigeants étaient des Hachémites. Les Saoud vivaient dans le désert, en tribu. Mais, alors que l'on promet à Fayçal un grand royaume arabe, dans le même temps on procède au démantèlement de l'Empire Ottoman. Les accords Sykes-Picot, qui prévoient un découpage du Proche Orient, sont signés. En même temps, il y a la Déclaration Balfour en faveur de la création d'un Etat pour Israël. Il est clair que les Hachémites vont devenir gênants. Les Américains et les Britanniques sortent alors de leur chapeau les Saoud, mais ceux-ci n'ont aucune légitimité, notamment sur La Mecque et les lieux saints. En rentrant de Yalta en février 1945, le Président Roosevelt rencontre le roi Ibn Saoud sur le cuirassé Quincy. Un pacte est signé. Les Américains garantissent au monarque et à ses successeurs une protection sans faille en échange d'un accès aux gisements pétroliers. Aramco obtient un monopole d'exploitation. Accord signé pour 60 ans et qui sera d'ailleurs renouvelé en 2005 par le Président Bush, dans la plus grande discrétion... La dynastie Saoud veut acheter, à tout prix, sa légitimité, en finançant tout et n'importe quoi, des associations caritatives mais aussi des groupes radicaux comme les Frères Musulmans. C'est la diplomatie du chèque qui vise à assurer l'hégémonie de l'islam sunnite. Ainsi, la dynastie Saoud peut se déclarer être le gardien du vrai islam.

Les Qataris, qui sont aussi wahhabites, ont la chance d'être assis sur la plus grande nappe de gaz offshore. Mais, lorsqu'en mai, ils signent un accord de 15 milliards de dollars avec Gazprom pour moderniser leur exploitation, cela rend les Américains furieux. Simultanément, en Iran, Hassan Rohani est réélu pour poursuivre la politique d'ouverture et de réforme. C'est un scrutin clair et démocratique. Ce même jour, le 20 mai, Donald Trump est en visite officielle en Arabie Saoudite, à qui il vend pour 100 milliards de dollars d'armement, et en échange, le Prince héritier s'engage à investir autant aux USA. Forts de cet appui américain, les Saoudiens montrent alors au Qatar qu'ils vont redevenir le vrai patron dans la région.

Alain Busnel (Gérant Rosebud Production) Y a-t-il un avenir politique (voire territorial) pour le peuple kurde ?

Les Kurdes jouent un rôle important dans l'issue du conflit en Syrie et en Irak. Cette guerre superpose 4 niveaux de conflictualité. Les Américains contre les Russes, l'Arabie Saoudite contre l'Iran, les Turcs contre les Kurdes et le djihadisme local contre un djihadisme plus global. La question kurde est transversale. Il y a une entité kurde en Iran, plus ou moins achetée par le régime et assez calme, malgré quelques « poussées de fièvre », des mouvements contre des postes frontière, perpétrés par le PJAK, un mouvement pour l'indépendance kurde. Il y a aussi le Kurdistan irakien, assez largement autonome, qui traite directement avec les Américains et Israël. La zone frontalière entre la Syrie et la

Turquie, le plus gros morceau, en semi autonomie. Assad leur a promis un accord de partition fédérale après la guerre et toute la partie turque. Les Kurdes sont la première composante des forces démocratiques qui assiègent Raqqa, Les Américains leur livrent des tonnes de blindés, ils sont aidés par l'aviation russe et également par la Syrie, mais ils craignent d'être les « dindons de la farce », car il semble difficile pour les Kurdes de rester à Raqqa, une fois la ville libérée.

Il y a une instrumentalisation des Kurdes par les Américains et cela irrite fortement Erdogan. Les Américains soufflent le chaud et le froid, car ils veulent aussi le ménager et garder la Turquie dans l'OTAN.

Raymond Douyère : Pourquoi avez-vous intitulé votre ouvrage « Terrorisme, face cachée de la mondialisation » ? Le terrorisme ne se sert-il pas de la mondialisation ?

Ce n'est pas aussi mécanique. Quelle que soit l'analyse que l'on fait de la mondialisation, on ne peut nier sa réalité. Elle fragilise les Etats Nation, accentue la fragmentation territoriale, politique et économique et favorise une reprivatisation. Une évolution qui permet aussi le développement de ces grands groupes « rhizomatiques » comme Google, Facebook... Il y a des similitudes de process dans les logiques de redéploiement économique, territorial et géostratégique, qui visent à affaiblir, voire détruire les Etats Nation. Car ces derniers empêchent encore une universalité du capital sans frein et sans régulation.

Raymond Douyère : Il y a donc plus un parallélisme entre mondialisation et terrorisme qu'un rapport de cause à effet ?

C'est consubstantiel, on avance ensemble.

Cette nouvelle course à l'argent génère des reconfigurations économiques, politiques et sociales et de nouvelles menaces terroristes.

Que pensez-vous de la Lettre ouverte rédigée par une centaine d'intellectuels et adressée à Emmanuel Macron, critiquant son revirement sur la Syrie ?

La France a toujours soutenu la ligne « ni Daesh, ni Assad ». Or, le Président Macron vient de déclarer que le départ de Bachar El Assad n'était plus un préalable non négociable dans la résolution du conflit.

J'approuve cette prise de position. Je ne soutenais pas la posture précédente.

Que cela nous plaise ou non, Bachar El Assad sera réélu. Il a le soutien des Alaouites, des chrétiens, des druzes et d'une grande partie de la bourgeoisie. Il faut être réaliste. De plus, s'il est tué, il sera remplacé par un clone. Il ne faut pas fragmenter, tribaliser les Etats Nation.

Les journalistes font trop souvent de la morale plutôt que de l'information.

La Syrie a une histoire nationale, des pouvoirs régaliens.

La fermeture de l'Ambassade de France à Damas, en 2012, par Alain Juppé, a été une grave erreur. C'était un moyen de suivre les gamins tentés par Daesh. Ils ont ensuite été perdus de vue.

Aujourd'hui, il y a quelques forces spéciales sur le terrain, mais globalement, nous sommes aveugles et sourds. Les services secrets syriens nous ont quand même permis d'éviter un attentat qui aurait pu être très sanglant...

Dans un premier temps, la nomination d'un chargé d'affaires à Damas pourrait être judicieuse.

Marie-Clotilde HINGRAY - Propos non revus par intervenants

En italique dans le texte 3 NDLR : précisions émanant de Géostratégies 2000

« LA RUSSIE AUJOURD'HUI »

Pour son petit-déjeuner de rentrée, le mardi 26 septembre 2017, Géostratégies 2000 a reçu Andreï GRATCHEV, ancien conseiller et dernier porte-parole de Mikhaïl Gorbatchev. Ce journaliste et politologue russe a brossé un tableau complet, et parfois inquiétant, du contexte international et a particulièrement insisté sur la nouvelle donne entre la Russie et l'Occident. Il nous a aussi livré les clés nécessaires pour mieux comprendre les affirmations de puissance de Poutine, qui entend rester un acteur majeur dans ce monde multipolaire.

« La Russie est un pays dont on peut dire n'importe quoi, mais ça peut être vrai » Cette remarque de Churchill est toujours d'actualité, remarque d'emblée Andreï Gratchev, avant quelques rappels historiques. Il est important, pour comprendre le comportement du gouvernement et de la société russe, de savoir que ce pays a des rapports particuliers avec son passé, qui l'empêchent de partir vers l'avenir. La Russie d'aujourd'hui doit être définie avec des négations. Elle n'est pas, elle n'est plus, elle n'est pas encore. C'est un ex empire, une ex super puissance, pas encore une démocratie. Est-ce vraiment une économie de marché ? Comment va-t-elle évoluer ? Autant d'ambiguïtés qui font planer de nombreux doutes, note Andreï Gratchev.

UN GACHIS DEMOCRATIQUE

Sous l'ère Gorbatchev, on avait le sentiment que la Russie rompait avec son double héritage tsariste et soviétique, autoritaire et totalitaire pour rejoindre l'Europe et le monde. Une force démocratique était en marche. La politique extérieure était placée sous le signe du désarmement unilatéral nucléaire, du désengagement de l'Afghanistan et de l'Europe de l'Est, du divorce à l'amiable avec le Pacte de Varsovie. La Charte de Paris de l'OSCE (Organisation pour la

Sécurité et la Coopération en Europe) signée en novembre 1990, invitait activement les anciens pays du Bloc de l'Est à rejoindre l'Occident. Il y avait comme une euphorie à l'idée de l'avènement d'un nouveau monde, se souvient Andreï Gratchev. Malheureusement, 25 ans plus tard, on a l'impression que la tendance s'inverse. On assiste à une nostalgie grandissante pour l'époque soviétique, il y a même des bustes de Staline qui réapparaissent !!!

Au départ, Poutine semblait enclin à poursuivre la ligne de la pérestroïka. Même si son autre facette, celle de l'officier du KGB, prend de plus en plus d'importance, il est très difficile de l'enfermer dans une case. Il est avant tout « a idéologique », pragmatique, froid, bon stratège et excellent joueur d'échec. Il est le chef, la personnification de la politique de la Russie. Il exprime la frustration et le malaise de la société, qui espérait beaucoup et qui a été doublement déçue. D'abord, parce qu'elle n'a pas trouvé la « terre promise », après l'abandon du système communiste. Parce qu'elle a dû composer avec le modèle occidental jugé dur, violent et injuste qui s'est abattu sur elle et qui a fait voler en éclat la stabilité et les garanties auxquelles s'était habituée la population, même au prix terrible du manque de liberté, explique Andreï Gratchev. L'éclatement de l'Union Soviétique a

également provoqué son lot de violences, avec des conflits autour des frontières et des religions, qui, auparavant, étaient maîtrisés sous couvert de l'Empire. La transition économique compliquée s'est accompagnée d'un déplacement de populations dans les ex Républiques Soviétiques.

Ensuite et surtout, la Russie a très mal vécu la perte de statut, de la dignité gagnée au prix d'horribles sacrifices. Grand vainqueur en 1945, elle est désormais traitée comme un pays vaincu, qui a perdu la Guerre Froide, et dont l'existence géostratégique est négligée. Elle s'est sentie rejetée, presque expulsée par l'Europe, qui n'a pas osé profiter de cette chance pour définir une nouvelle version de l'OstPolitik. Au contraire, elle s'est réfugiée derrière le parapluie américain, alors que la menace n'était plus justifiée. L'Europe n'a pas joué son rôle de levier vers la modernité, déplore Andreï Gratchev, et Poutine s'est tourné vers l'Est et l'Asie. C'est un revirement préoccupant, car il rompt avec une tradition héritée de Pierre le Grand qui faisait de l'Europe l'horizon de la politique intérieure et extérieure.

UN JEU DANGEREUX

L'ambiguïté actuelle découle du clash de deux paranoïas. Celle de Poutine, qui s'abrite derrière l'alibi de la protection pour construire des barricades autour de la Russie tout en profitant des faiblesses et des fautes du monde occidental. Lequel voit en Poutine un expansionniste dont le rêve est la reconstruction de l'Empire russe. Cette paranoïa enfle avec l'ancrage à l'Ouest et l'adhésion à l'OTAN des anciennes démocraties populaires et des Etats baltes. Ce nouvel atlantisme est une erreur. La fin de la Guerre Froide découle d'un abandon volontaire du modèle soviétique, ce n'est pas une reddition provoquée par une victoire militaire.

Avec l'arrivée de Donald Trump à la Maison Blanche, l'Europe découvre qu'elle ne peut pas avoir à la fois le parapluie américain et une liberté totale dans sa politique extérieure. Ce qui pourrait, peut-être, l'obliger à reconsidérer sa place sur la carte internationale, espère Andreï Gratchev.

Dans ce monde multipolaire, aux nombreuses menaces (Etat Islamique, Iran, Corée du Nord...), l'administration américaine privilégie toujours la même stratégie de dissuasion vis à vis de la Russie. Si la nouvelle politique de Moscou tolère certains choix, comme la coopération en Syrie contre des poches de l'Etat Islamique, elle est en revanche intraitable sur un point crucial, l'inviolabilité de l'espace vital qui entoure

ses frontières. D'où les tensions américano-russes de plus en plus vives, provoquées par une montée en puissance de l'OTAN dans cette zone (Ukraine, Etats Baltes) .

La volonté de Poutine de s'appuyer sur la grandeur passée, de célébrer les héros, d'ériger la Russie en forteresse assiégée, ne va pas dans le bon sens. Les « Gorbatchéviens », favorables à une alliance naturelle avec l'Europe, sont de plus en plus marginalisés. Un contexte inquiétant, qui pourrait faire penser à un nouvel « avant-guerre », conclut-il.

L'intervention de M. Gratchev, suivie par une très nombreuse assistance, a ensuite laissé place à un débat, animé comme à l'accoutumée par Raymond Douyère, Président de Géostratégies 2000, et qui a donné lieu à de nombreux échanges.

Dominique Bromberger(Ecrivain-Journaliste),
Eric Verstraete(Directeur financier
Développement Bouygues TP), **Paul Drezet**(Magistrat
(H)à la Cour des Comptes) : **La politique de Poutine, basée sur la force et le déploiement militaire en dépit de la crise économique et des sanctions internationales, peut-elle continuer? Le peuple russe peut-il accepter cette situation indéfiniment ?**

A Cuba, en Iran et même en Irak, les politiques de sanction n'ont pas vraiment été couronnées de succès. Les résultats ne sont pas automatiques, surtout dans un pays aussi vaste que la Russie qui dispose de nombreuses ressources naturelles. Elles peuvent même être contre productives.

L'embargo décidé par Carter à la suite de l'invasion de l'Afghanistan a eu un faible impact sur l'URSS et Ronald Reagan a vite décidé d'annuler les sanctions sur le blé, car elles pénalisaient en priorité les agriculteurs américains. Sur le court terme, elles n'affaiblissent pas le régime et n'ont donc pas l'effet souhaité. Une chose est sûre, la Russie aimerait revenir à des rapports naturels avec ses voisins.

Raymond Douyère (Président de Géostratégies 2000) : Sur le long terme, la crise économique ne peut-elle pas faire bouger l'opinion publique ?

Certes, pour l'heure, l'économie russe est entravée, mais cela n'entraîne pas de répercussions politiques. Poutine peut compter sur le sentiment de frustration de la population, sur sa volonté de sortir de l'humiliation

infligée par le monde occidental. Il ne faut pas oublier que 80% des citoyens russes soutiennent Poutine !

Laurent Lamy (*Chef de projet en transverse. Capitaine (R) de la Marine Nationale*) : **Comment la Russie justifie-t-elle sa présence en Géorgie? Est-elle favorable à l'entrée de la Géorgie dans l'Union Européenne ?**

Les relations entre ces deux pays sont historiquement en faveur d'une alliance. Pour des raisons stratégiques, ils sont des alliés naturels et indispensables, face aux territoires du Caucase du Nord, à forte majorité musulmane, qui constituent une bombe à retardement.

Pour comprendre la guerre de 2008, il faut revenir au discours de Munich de Poutine en 2007. Il annonce que la Russie va reprendre sa place sur l'échiquier international. A cette époque, les prix du pétrole tournent autour de 100 dollars le baril, ce qui donne une réelle force économique à la Russie, qui espère alors s'imposer comme une super puissance énergétique. Mais c'est une illusion qui s'évanouit vite et il ne reste donc que la force militaire.

En 2008, à l'occasion de la venue de Georges Bush, la Géorgie annonce son intention d'adhérer à l'OTAN (et non à l'Union Européenne, ce qui n'aurait pas été un facteur d'irritation). Poutine saute sur cette opportunité et se sert des maladresses du Président Georgien dans sa gestion « à la Milosevic » du problème des minorités d'Ossétie du Sud et d'Abkhazie pour franchir la frontière.

Après cinq jours de conflit, la Russie impose l'indépendance de ces deux régions séparatistes et démontre que l'équilibre des forces est en sa faveur dans la région.

Poutine a gagné le bras de fer géostratégique, mais les relations avec son environnement immédiat se dégradent. De même, en s'emparant de la Crimée, il perd l'Ukraine.

Marielle Vichot (*Professeure agrégée d'Histoire*): **Comment interpréter le sens des manœuvres de l'OTAN à 150 kilomètres des frontières russes et le sens des manœuvres russes et biélorusses concomitantes ?**

Affirmation de puissance ? De la gesticulation ou un avertissement à l'Occident ?

Les Russes veulent montrer qu'ils sont capables de faire des démonstrations de force à la soviétique. Une aubaine pour les Polonais qui veulent convaincre la

communauté internationale que la Russie ne change pas et qu'elle est un mal permanent à contenir.

Tout ceci alimente les peurs et les campagnes de propagande de deux côtés, avec un risque d'engrenage. En Syrie aussi, un accident pourrait arriver. Les missiles russes, américains et israéliens traversent l'espace aérien et pourraient se rencontrer. On se retrouve, en quelque sorte, dans un contexte de guerre froide, mais cette fois, il n'y a pas de symétrie. La Russie pèse beaucoup moins lourd. Les Américains ont un budget militaire dix fois plus important, et comptent 10 super porte-avions contre seulement 1 pour la Russie. Cela pourrait provoquer une « arrogance de la faiblesse », la mise en avant de l'argument nucléaire.

Tout ceci est précaire et dangereux.

Georges Grosz (*Consultant-Associé Corp. Development International. Président d'honneur des Anciens de L.S.E en France*) : **L'Ukraine peut-elle avoir un avenir en dehors de la Russie ?**

La doctrine Brejnev, qui a servi à justifier à posteriori l'intervention soviétique à Prague en 1968, s'applique tout à fait à la situation actuelle en Ukraine. Poutine réaffirme le droit auto-attribué à la Russie pour limiter la souveraineté des pays qui sont dans son espace vital.

Christophe Bouchez (*Avocat au Barreau de Paris - Cabinet Veil Jourde*) : **Comment analysez-vous la position de Poutine sur la crise nord-coréenne ?**

La Russie fait profil bas, elle se tient à l'écart, comme avec Staline pendant la guerre de Corée. Elle laisse les Américains « s'embourber » avec les doctrines « va-t-en guerre » de Trump, ce qui les met en position délicate avec la Chine, le Japon et la Corée du Sud.

La Russie n'a aucun intérêt à voir un conflit se déclencher avec la puissance nucléaire qu'est la Corée du Nord. Vladivostok est proche de la frontière nord-coréenne. Si une guerre éclatait et détruisait la Corée du Nord, les troupes américaines s'implanteraient dans cette zone et les Nord-Coréens déferleraient vers la Chine et la Sibérie.

De plus, il y a deux projets de construction de gazoduc et de chemin de fer entre la Sibérie et la Corée du Sud, qui doivent passer par la Corée du Nord. Donc, aucun intérêt à alimenter les tensions.

Pour l'heure, tout le bénéfique est pour Kim Il Jong, qui, grâce aux gesticulations de Trump, hausse son pays au niveau des grandes puissances. Il peut crier au

« loup américain » et justifier ainsi toutes les difficultés économiques.

Pierre Sabatié-Garat (Gérant Euratlantique) ;
Dominique Bromberger: Comment percevez-vous les relations entre Poutine et Monsieur Xi?

C'est un jeu stratégique. Après l'échec du rapprochement avec l'Occident, Poutine veut montrer qu'il peut se tourner vers l'Est. Mais, ce n'est pas simple. L'économie chinoise est avide des ressources de Sibérie. De plus, la frontière terrestre la plus longue de la Russie est avec la Chine, et de nombreuses frictions ont déjà eu lieu. Ils ont même failli entrer en guerre, sous l'ère soviétique. On est loin de l'alliance éternelle. Mais Poutine et M. Xi sont pragmatiques. Peut-on imaginer un nouveau Yalta sous la houlette de Poutine, Trump et Xi ?

Les Chinois sont en position de force. On peut parler d'un miracle économique face au désastre russe. Mais, ils ont plus de main d'œuvre et au départ, la société chinoise était agricole à 80% et comptait 60% d'illettrés. Donc, il n'y a rien d'étonnant à leur développement fulgurant.

Les Occidentaux ont toujours ménagé les Chinois face aux Russes. Pourtant, ils ont un régime totalitaire beaucoup plus féroce. Mais, il ne fait pas peur, car il n'a jamais été considéré comme une alternative pour le bloc de l'Ouest, contrairement à l'URSS. Lorsque Gorbatchev enterre l'expérience soviétique, elle meurt de sa mort naturelle.

Les Occidentaux auraient-ils accepté le même massacre que celui de Tian'anmen sur la Place Rouge? La réponse est Non.

Le conflit du 21ème siècle attend encore sa définition. Cela ne sera plus Est/Ouest mais plutôt civilisation occidentale/non occidentale. Tous les défis sont devant nous, la Chine développe d'énormes ambitions stratégiques.

Georges Grosz : Et l'Islam ?

Marie-Clotilde HINGRAY

Propos non revus par intervenants

*Un Nouvel Avant-guerre ? des hyperpuissances à l'hyperpoker – 2017 Alma Editeur

L'Islam ne vient pas de faire son apparition en Russie. Les Moghols et les Tatars y sont installés depuis le 13ème siècle. Les musulmans représentent 20% de la société russe, mais jusqu'à présent, c'est le modèle tsariste autoritaire qui prévaut dans la gestion de la société. Les Tatars de la Volga représentent la seconde ethnie du pays et revendiquent de plus en plus leur identité. Kazan, conquise par Ivan le Terrible, abrite désormais la seconde plus grande mosquée de Russie. La première étant en Tchétchénie, un Etat en pleine ébullition. Les Tchétchènes ont d'ailleurs organisé une manifestation de grande ampleur dans les rues de Moscou en septembre pour montrer leur solidarité avec la minorité birmane des Rohingyas, massacrée par le régime. Cela a résonné comme un rappel de la force de l'islam au sein de la société russe.

Poutine reste très prudent sur la question de l'islam, car il sait que la cohabitation va être de plus en plus difficile. Cela explique aussi son comportement ambigu avec l'Iran. Il a choisi de s'allier avec les Occidentaux dans le bras de fer pour l'arrêt du programme nucléaire. Il ne veut pas brûler tous les ponts, car il est conscient que l'avenir de la modernisation de la Russie repose sur des relations naturelles et pacifiées avec l'Europe. Ce qui ne sera jamais le cas avec les USA, les vestiges de la rivalité stratégique sont encore trop présents.

Quelle est la situation des minorités politiques ?

Les « Occidentalistes », considérés comme des agents d'influence de l'Occident, sont marginalisés et poussés à quitter le pays.

Cent ans après la Révolution bolchévique de 1917, la Russie de Poutine veut faire triompher une Révolution conservatrice, qui aura pour relais les forces nationalistes en Europe.

« TERRORISME 2.0 »

Le mardi 17 octobre 2017, Rémy FEVRIER était l'invité du petit déjeuner de Géostratégies 2000, organisé dans les Salons du Palais du Luxembourg. Cet ancien officier supérieur de gendarmerie, spécialiste en intelligence économique et en sécurité des systèmes d'information, a dénoncé le grave danger, que représente pour nos sociétés, la montée en puissance du cyber terrorisme.

Un terrorisme, beaucoup moins spectaculaire que les attentats suicides, les voitures bélier ou autres explosions, mais qui est en grande expansion et étend ses tentacules dans tous les domaines. Il a dévoilé les stratégies très élaborées, mises en œuvre par des experts de la communication, pour déstabiliser le monde occidental. Et a insisté sur la nécessité d'une contre-offensive rapide.

Les terroristes s'adaptent. Leurs chefs nous connaissent par cœur, ce qui, en revanche, est loin d'être le cas de notre côté, assène d'entrée de jeu Rémy Février. L'expression « le Djihad » a perdu son sens premier, celui d'une lutte sérieuse et sincère, à la fois spirituelle, sociale, économique et politique, contre de mauvaises passions. Elle est brandie pour justifier une guerre sainte, qui sert d'alibi au terrorisme.

UNE GUERRE TOTALE

Le terrorisme, via les systèmes d'information, est en pleine expansion. Après Charlie Hebdo, 23 000 sites français ont été hackés par des islamistes. C'était une attaque de stade 1. Les niveaux 2 et 3 concernent le vol d'informations à caractère personnel, et il y a également le « filet dérivant », qui balaie des sites pour utiliser les failles les plus connues. Les défaillances des webmasters sont aussitôt détectées et les pirates peuvent s'engouffrer dans la brèche. Le groupe le plus connu les « Anonymous » lutte, entre

autres, contre Daesh et publie régulièrement des vidéos présentant ses coups d'éclat. Mais, parmi ces acteurs, on trouve également le crime organisé, des concurrents économiques et des attaques d'origine étatique. Al Qaïda est un pionnier du terrorisme numérique, suivi par le Hamas et le Hezbollah, souligne Rémy Février.

Les cibles sont des systèmes industriels, des entreprises, des opérateurs d'importance vitale, mais aussi de simples citoyens. Les vecteurs utilisés sont les réseaux sociaux (prise à distance d'un ordinateur portable), mais il ya aussi les attaques directes, via les téléphones portables.

Al Qaïda, en menant une cyber attaque contre les ordinateurs du gouvernement israélien, puis contre les institutions financières américaines, est un précurseur. L'arme fréquemment utilisée est la stéganographie. Cet art de la dissimulation consiste à faire passer inaperçu un message dans une vidéo, soit dans un texte écrit, soit sur une image. Les cartels de la drogue

colombienne ont été parmi les premiers à y avoir recours. Ils diffusaient souvent des photos de manoirs avec des allées de gravier, qui se prêtent facilement à la transformation des pixels. Si l'on se sert d'1 pixel sur

8, sur les 1 440 000 que contient une image, on peut parvenir à ses fins. Le Hezbollah et le Hamas font la même chose dans leur guerre contre Israël.

La cible majeure des terroristes islamistes est sans conteste l'économie occidentale. La revue « Inspire » distribuée sur Internet dans la péninsule arabique, dirigée par Al Quaïda, donne toutes les astuces pour devenir un bon terroriste, mais en parallèle, elle diffuse l'idée que les actes terroristes sont d'excellents retours sur investissement. Dans l'un de ses titres « 4 200 dollars », elle expliquait que c'était le prix à payer pour tenter de faire sauter un avion. Elle rappelle également que les 500 millions de dollars dépensés pour les attentats du 11 septembre ont entraîné une perte de plus de 500 milliards de dollars pour les Américains et que 19 hommes, à eux seuls, ont tué plus de 3000 personnes.

De plus en plus, ils prônent la stratégie des « 1000 entailles ». Ces opérations petites et disparates sèment le trouble, elles obligent les Etats à creuser les déficits pour ajuster leurs politiques de sécurité. Il y a une disproportion entre les moyens mis en œuvre par nos gouvernements et ce que cela coûte aux terroristes.

Ils adaptent également la méthodologie militaire à leur propre cause. En 2005, Daesh a rendu public le plan suivant, qui démontre qu'ils ont une ligne clairement définie et qu'ils n'y dérogent pas en fonction des évènements.

2001-2003: LeRéveil

2003-2006: Opening Eyes

2006-2013: Focus on Syria

2010-2013 : Printemps Arabe

2013-2016 : Le Califat

2016-2020 : Total Confrontation

Ce schéma fait penser à une charte d'entreprise, avec un essaimage à l'international, observe Rémy Février.

Al Qaïda est beaucoup moins dans cette logique hiérarchique.

Bien sûr, la confrontation a également lieu sur le terrain, notamment en Syrie. Chacun des acteurs y défend ses propres intérêts. Les Russes, par exemple, ne veulent pas que la Syrie saute, car c'est là que se trouve leur seule base navale en Méditerranée. Ils veulent aussi éviter que les combattants tchétchènes ne reviennent au pays. Par ailleurs, le repli de Daesh sur la Libye est problématique, car cet Etat est très proche des côtes européennes... Et Daesh n'est pas encore vaincu, il peut compter sur une fortune de près de 2 milliards, tirée du pétrole, du coton, de la traite des femmes, du trafic d'œuvres d'art et d'autres rackets...

En parallèle, il y a une autre guerre dans la guerre, celle de l'Iran contre l'Arabie Saoudite, des chiites contre les sunnites. La question du pétrole joue aussi un rôle, car la principale zone pétrolière du royaume wahhabite se trouve en territoire chiite.

Si Internet permet l'exportation de la terreur, il est également un vecteur de justification et de radicalisation pour Daesh. Il permet de lever des fonds, recruter du personnel qualifié, comme des médecins ou des ingénieurs informatiques. Il procure une formation avec des conseils pour « hacker » un drone, créer son propre missile sol/air, sa bombe, savoir lancer une grenade à main ou utiliser un téléphone portable comme détonateur.

Les attaques de Nice, Londres, Barcelone ne sont que la translation de modes opératoires utilisés depuis longtemps sur zone, remarque Rémy Février.

DES METHODES SOPHISTIQUEES

Les terroristes ont désormais des compétences dignes des services secrets. Ils doivent être des agents dormants menant une double vie, cacher leur identité. C'est la « Taqiya ». Ils dissimulent leur foi sous la contrainte et se fondent dans la population, quitte à enfreindre certaines règles de l'islam, comme la consommation d'alcool ou la fréquentation des femmes.

Internet est aussi un moyen de communication stratégique et opérationnel. Ainsi, Daesh a une « appli » sur Google Play et utilise TOR pour sécuriser ses échanges. Il transmet des messages codés, quasi indéchiffrables via Telegram. Il a son propre Twitter. Tous ces outils ont été centraux pour la préparation et la mise en œuvre des attentats de novembre 2015 à Paris. De plus, ils mènent une veille stratégique continue.

Autre volet important : la propagande.

A caractère militaire, avec des vidéos de combattants prêtant allégeance à Daesh, des films d'entraînement, avec une place toute particulière pour les Forces spéciales (où l'on retrouve beaucoup d'anciens officiers de l'armée irakienne) et les victoires remportées.

A caractère sociétal et religieux : « *rejoignez-nous, vous retrouverez tous les avantages que vous avez en Occident, vous serez pris en charge par nos services sociaux.* »

A caractère culturel. Elle glorifie la destruction des idoles, à travers les grandes œuvres d'art. Mais elle cible aussi de futurs sympathisants à la cause, à travers des jeux vidéo comme « Call of Islamic Duty » ou la version Daesh de « Flappy Bird » pour les enfants, note Rémy Février, qui précise que les créateurs de ces logiciels sont des Occidentaux, payés à prix d'or !!!

Daesh compte de nombreux spécialistes de la communication, qui utilisent le micro-cravate sans fil et savent exploiter le sentiment de la terreur. Ils sont obsédés par des lieux emblématiques comme la Tour Eiffel, Westminster ou encore le Colisée et sont passés maîtres dans l'art de la provocation. Par exemple, ils ont posté sur Internet, un selfie du terroriste de Nice avec Christian Estrosi, un autre, le montrant à côté de son camion, 48 heures avant l'attentat. On trouve également de nombreuses attaques filmées et diffusées en direct (souvent pour se faire valoir auprès d'autres djihadistes). Ils mettent en exergue les « loups solitaires », alors que ce phénomène n'existe pas en tant que tel, il y a toujours des réseaux derrière.

Ils ont également créé des superproductions numériques, qui glorifient les premiers temps de l'islam. En fait, rectifie Rémy Février, il y a là une réécriture de l'histoire, la refondation d'un mythe qui n'a jamais existé. Leurs forces spéciales sont traitées en héros (comme le RAID ou le GIGN chez nous) et les « dix meilleures vidéos » (en fait, les plus horribles) sont visibles quelques minutes sur le Net normal, mais font les beaux jours du DarkNet. Ils publient des menaces d'exécution, des demandes de rançon (pour des prisonniers chinois, norvégiens...) et vendent des DVD dans leurs territoires. En fait, résume Rémy Février, ils raisonnent à l'occidentale en matière de communication, d'économie et de marketing.

Internet est un outil clé dans la guerre asymétrique. Par le biais du « hacking ». ils ont réussi à pénétrer les systèmes informatiques des Iraniens (qu'ils détestent) et ont essayé de déstabiliser le réseau électrique des transports américains. Lorsqu'un hacker a livré sur Internet les données personnelles de 3000 militaires américains, Daesh a saisi cette opportunité et a établi une « Kill List ».

Il y a aussi la technique du « spoofing » qui permet l'usurpation d'identité. Et la prise de contrôle de logiciels Scada, qui vise l'attaque à distance de sites industriels, via un virus. Un réseau électrique en Ukraine a déjà été atteint par ce biais, et les premiers à avoir fait les frais de cette technique sont les Iraniens, avec un virus injecté par les Américains et/ou les Israéliens dans les systèmes Siemens des centrifugeuses du programme nucléaire.

La prise de contrôle d'un système avionique est également envisageable. Pour cela, il faut pénétrer le système ACARS, qui permet l'envoi de données en plein vol ; l'échange d'informations codées entre l'appareil et le sol et en même temps, prendre les commandes de Flight Radar, une application qui permet de savoir où l'avion se trouve en temps réel. Si ces deux conditions sont remplies, alors on peut prendre le contrôle de l'avion, avertit Rémy Février.

Enfin, Internet joue aussi un rôle crucial pour les financements. Ainsi, c'est un prêt à la consommation de 5000 euros souscrit en ligne qui a permis de réaliser l'attentat de l'hyper casher, notamment la location de la voiture. Daesh propose également un savoir-faire pour les escroqueries en ligne, ce qui est très utile, car ainsi les flux financiers restent anonymes et ne peuvent pas être surveillés. Les monnaies virtuelles, comme le Bitcoin, sont aussi utilisées. Le Dark Net est le royaume des cyber terroristes et donc, entre autres, de Daesh. Accessible via TOR, il donne accès à tout un système de blanchiment, indispensable pour acheter des drogues, des armes ... Toutefois, le contreterrorisme 2.0 s'organise. Les Américains reconnaissent lancer des attaques cyber contre Daesh et citent « GlowingSymphony » une opération de sabotage de vidéos de Daesh. Il y a beaucoup d'interceptions menées par la NSA, qui a, par ailleurs, mis en place le programme ultra secret Skynet, qui permet, à partir d'une masse de « métadonnées » de cibler et tuer des terroristes à distance, depuis les Etats Unis, grâce à des drones. Même si des attentats seront encore perpétrés, nous nous dirigeons de plus en plus vers des actes de terrorisme 2.0, conclut Rémy Février.

Marie-Clotilde HINGRAY

Propos non revus par intervenants

Seules quelques questions ont pu être posées, à la suite de l'intervention de Rémy Février, très longue et très détaillée.

Vincent Canda (Elève Terminale ES. Lycée Maurice Ravel. Paris) : **Quels sont les enjeux du « Deep Web » et pourquoi les terroristes ont-ils intérêt à l'utiliser ?**

Seuls les membres de communautés très fermées peuvent y avoir accès. Cela permet de stocker des documents compromettants dans le but de déstabiliser des dirigeants d'entreprises, des personnes détenant un pouvoir ou même des Etats.

Edward Bryant (Conférencier. Ex DRH PriceWaterhouse Cooper) : **Il semblerait qu'il y ait de plus en plus de femmes impliquées dans la préparation d'attaques terroristes ? Et dans les services de renseignement ? Qu'en est-il ?**

Il n'y en a pas encore suffisamment, alors qu'elles font preuve de beaucoup de sérieux et de rigueur.

Jean-Louis Pierrel (Relations Universitaires IBMFrance. Secrétaire Général Adjoint Géostratégies 2000) : **Quelle est la réalité d'une cyber menace de la part de la Corée du Nord et de la Russie ?**

Je pense que l'on fait porter une trop grosse « chapka » à la Russie...La Corée du Nord, quant à elle, a réussi à pirater Sony et est impliquée dans d'autres projets de déstabilisation.

« REPENSER LA POLITIQUE ARABE DE LA FRANCE ? »

Le jeudi 30 novembre 2017, Géostratégies 2000 recevait, autour d'un petit-déjeuner organisé dans les salons du Palais du Luxembourg, Hakim El KAROUI, chercheur et ancien conseiller de Jean-Pierre Raffarin à Matignon. S'appuyant sur le dernier rapport de l'Institut Montaigne, dont il est l'auteur, il nous a dressé le portrait de la nouvelle politique que la France devrait mettre en place dans la région, et notamment au Maghreb. Pour redevenir un acteur crédible, la France, actuellement en perte d'influence, doit, selon lui, réagir et élaborer une stratégie axée sur trois piliers, la sécurité, le développement économique et la présence culturelle.

La politique arabe de la France repose sur un héritage historique, mais il n'y a pas de véritable vision prospective, déplore d'entrée de jeu Hakim El Karoui, qui prend pour exemple une remise de la Légion d'honneur au Ministre des Affaires Etrangères d'Arabie Saoudite, et le même jour, une condamnation du salafisme. Largement réactive, elle est marquée par

des incohérences qui brouillent nos messages et altèrent notre crédit. Conscient de traiter un sujet passionnel, il a choisi de se baser sur une méthode initiée par l'Institut Montaigne, l'analyse de 600 séries statistiques - des flux humains, économiques, financiers, culturels et sécuritaires, présents et passés, entre la France et les Pays Arabes, pour tenter

d'analyser objectivement la nature et la densité de ces relations.

DE MAUVAIS CHOIX

L'idée d'une politique arabe est un mythe, affirme-t-il. Au départ, en 1967, pendant la guerre des 6 jours, il y a le discours pro arabe du Général De Gaulle. Tous les Présidents qui ont suivi sont restés plus ou moins sur la même ligne. Une voix indépendante, une relation plus distante avec Israël que celle des autres pays occidentaux. Mais, de plus en plus, la France est perçue comme un acteur inconstant, alors qu'elle doit être reconnue comme une puissance d'équilibre.

La politique arabe est un fait social. Il y a plus de franco-arabes que de franco-européens dans notre pays et six millions de personnes vivant en France ont un lien identitaire avec cette région.

Ces deux mondes s'interpénètrent et s'influencent mutuellement. Un demi-million de Français vivent dans les pays du monde arabe, et la plupart sont binationaux. On y compte un francophone sur 6.

Avant 2011 et le « Printemps Arabe », notre politique reposait autour de trois idées : la défense de nos intérêts sur le plan de la sécurité, de l'économie et des valeurs. C'est ainsi qu'au Maghreb on soutient toutes les dictatures. Le prix à payer pour la stabilité. Dans les pays du Golfe, priorité au business. On ferme les yeux sur la question des droits de l'homme et de l'exportation de l'islam fondamentaliste. Et quand il n'y a aucun enjeu, comme en Syrie, alors, on plaide en faveur de plus de démocratie.

Mais cela ne marche plus. La France s'est décrédibilisée en protégeant Ben Ali jusqu'au bout. En Libye, elle est incapable de gérer le chaos qu'elle a contribué à mettre en place. Et il y a une discordance absolue entre les grands discours sur les droits de l'homme et l'accueil des réfugiés, notamment syriens. Sur le nucléaire iranien, notre position est très dure, en partie, pour ne pas froisser l'Arabie Saoudite.

Par conséquent, regrette Hakim El Karoui, notre influence décroît dans une région en pleine transformation et dans une dynamique de modernisation brutale.

L'évolution du statut de la femme est évidente. La démographie est en chute libre, notamment en Iran et dans les Emirats. De plus en plus de femmes ont accès à l'enseignement supérieur et elles sont souvent plus nombreuses que les hommes dans les universités. De plus, l'âge moyen pour se marier s'élève. On assiste à une extraordinaire évolution des mentalités. En Arabie Saoudite, les fractures sont très profondes. Le système social est corseté, mais les idées venues de l'extérieur gagnent de plus en plus de terrain. C'est là qu'il y a le plus de comptes Facebook, mais aussi de films pornographiques regardés, et plus d'obésité...

REINVENTER UN DISCOURS COHERENT

Tout ceci entraîne également des incertitudes, car le monde arabe est un monde de tribus. Jusqu'alors, le pouvoir régulait tout cela, soit par le biais de cadeaux financiers, soit par la violence. Mais ce système est en train de craquer et nous devons redéfinir notre politique.

Sur le plan économique, nos liens sont importants. Nous réalisons 20% de notre commerce extérieur avec le monde arabe. En 2015, nos échanges étaient de 27 milliards d'euros avec le Maghreb et de 19,3 milliards avec le Golfe, mais limités à trois secteurs : l'armement, l'aéronautique et l'énergie. Dans ce domaine, notre dépendance a nettement diminué. Elle n'est plus que de 25%, contre 85% en 1973. Le levier politique a quasiment disparu, et d'ailleurs, l'économie des pays du Golfe est désormais tirée par l'Asie, qui représente plus de 80% de leurs exportations.

En revanche, la France est très présente militairement. 50% de nos prises de commande d'armement se font avec le Golfe. Notamment, avec l'Arabie Saoudite (beaucoup de volume, mais peu de matériel stratégique) et le Qatar (Rafales).

Toutefois, mis à part les ventes d'Airbus, les relations commerciales ne sont guère développées. Que ce soit avec l'Egypte, l'Iran ou Israël (2 à 3 milliards d'échanges contre 40 milliards pour les USA).

Sur le plan culturel, le « soft power » français a également tendance à s'affaiblir, regrette Hakim El Karoui. Certes, la France rayonne toujours grâce à sa langue, parlée par 55% de Tunisiens et par 1/3 des Marocains et des Algériens. C'est un pôle d'attractivité pour les échanges universitaires. Les étudiants venant de cette région forment le premier contingent étranger. Mais, de plus en plus, le monde arabe a une influence culturelle dans notre pays. 8% des Français sont musulmans, soit 5,5 millions de personnes. L'islam est devenu la première religion et il y a 50% de plus de pratiquants musulmans que de pratiquants catholiques. Le fait qu'ils soient concentrés sur certains territoires et qu'ils soient plus jeunes que la moyenne française (il y a 10% de moins de 25 ans) accentue le phénomène, mais on ne peut le nier.

La France doit reconnaître son imbrication avec le monde arabe, son approche doit être réaliste. Elle doit adopter une position claire contre l'islam politique et, en parallèle, répondre au défi migratoire. Cela doit se faire en coopération avec les pays du Maghreb, indispensable pour gérer les énormes mouvements de population à venir d'Afrique sub saharienne.

Enfin, conclut Hakim El Karoui, elle doit redéfinir sa place dans la région, appuyer des projets comme le Traité de libre-échange entre l'Union Européenne et le Maghreb, encourager de nouveaux modèles d'intégration économique et s'imposer comme pilier culturel pour mieux lutter contre l'islamisme.

Après ce brillant exposé, Raymond Douyère, Président de Géostratégies 2000, a animé le débat, riche en échanges ;

Nadia Darwazeh (Avocate) : Comment voyez-vous l'alliance qui semble se former entre Israël et l'Arabie Saoudite face à l'Iran. Quel impact sur la région ?

L'Iran est le pays le plus moderne de toute la région. L'Arabie Saoudite est entrée en turbulence. Son modèle social craque et ce n'est plus un pays riche si l'on prend en compte le PIB par habitant. Elle doit faire bouger son modèle économique, basé sur la rente pétrolière, chercher des diversifications dans les services, les parcs d'attraction. Et faire travailler sa population (30 millions d'habitants), y compris les femmes d'où le prochain verrou qui va sauter : elles vont avoir le droit de conduire. On assiste également à une transformation politique. C'est la nouvelle génération des trentenaires qui accède au pouvoir. Le Prince héritier a fait un coup de force récemment, en emprisonnant des opposants et en installant un régime autoritaire au sein de sa famille.

Le but est de souder le régime sur le plan intérieur. Il a donc besoin d'ennemis extérieurs (comme le Qatar ou le Yémen). Un nouveau front vient de s'ouvrir au Liban, contre le Hezbollah, allié de l'Iran, avec la prise en otage du Premier Ministre.

La France n'a pas intérêt à soutenir tout cela. Pendant longtemps, sa priorité a été la sécurité du Liban et d'Israël, qui, pour le moment, n'est pas en jeu.

Les Saoudiens, avec l'appui des Américains, veulent isoler l'Iran et frapper des pays tiers, comme le Liban, qui soutiennent l'Iran. C'est, selon moi, une très mauvaise idée d'ouvrir un nouveau front au Liban, qui, par ailleurs, accueille un très grand nombre de réfugiés syriens.

Jacques Taranger (Inspecteur du personnel civil de la Défense) : Quid de la politique arabe de la France et de la construction européenne ?

Quelle réalité et quel avenir pour la politique méditerranéenne de la France ?

Je n'ai jamais cru à l'Union pour la Méditerranée. Le spectre géographique est beaucoup trop étendu, tant au niveau européen que méditerranéen. Les Allemands n'ont jamais soutenu ce projet, car cela entraînerait de trop fortes contributions financières. De plus, cela a bloqué toutes les politiques qui avaient une vocation régionale. De toute façon, les politiques qui concernent les migrations et l'islam, devraient être européennes. L'Europe a un rôle à jouer dans la modernisation de l'islam. Et ce sont surtout les pays qui sont bordés par la Méditerranée, comme la France, l'Italie et l'Espagne qui devraient s'impliquer pour développer les relations commerciales.

Anne Gadel (Directrice du Programme Géo de l'Afrique du Nord et du MO - Institut Open Diplomacy) :

Quelle est la stratégie d'Emmanuel Macron au Proche et au Moyen Orient ?

Il a affirmé qu'il fallait arrêter de toujours s'aligner du côté des Saoudiens et que le départ de Bachar El Assad était un objectif et non un préalable. Ces deux points me semblent un bon départ.

Il a essayé une médiation dans le conflit entre l'Arabie Saoudite et le Qatar, mais cela n'a débouché sur rien. Il a fait sortir Hariri d'Arabie Saoudite, mais cette victoire est à nuancer, car, il y a encore quelques années, quand la France avait une plus grande influence au Liban, cette prise d'otage n'aurait pas pu avoir lieu.

Raymond Douyère (Président de Géostratégies2000) : Vous nous avez dit qu'il y avait 6 millions de franco-arabes en France. Mais quid des migrants africains ?

Sur les 5,5 millions de musulmans en France, 3/4 viennent du Maghreb, 10% de Turquie et 10% d'Afrique Sub Saharienne (là où sévit encore la polygamie).

Ce sont les Turcs qui sont les moins intégrés, car ils sont pris en charge par l'administration turque et ils ont leurs propres imams. Il y en a 200 en France, salariés par l'Etat turc. De ce fait, la dynamique d'intégration est bloquée, loin du modèle républicain.

Paul Rechter (Vice-président de Géostratégies 2000) : Le salafisme reste-t-il marginal ou va-t-il se propager ?

D'après une étude de l'Institut Montaigne, la moitié des musulmans sont dans une logique d'intégration. Un quart sont conservateurs et un autre quart (à peu près 28%, mais 50% de moins de 25 ans) utilisent la religion pour manifester un désir de rébellion.

Pour les Salafistes, les Frères Musulmans, le système de valeur religieux prime sur celui de la vie terrestre. Ils ont une vision du monde complotiste. Pour eux, les musulmans sont des victimes et ils développent un antisémitisme très structuré. Tout cela se diffuse de plus en plus.

100% de l'offre « islam » sur internet est islamiste ou salafiste.

Tarik Ramadan, avant ses ennuis, avait 2 millions de followers.

Il y a une offensive idéologique et culturelle décentralisée, menée par des groupes de copains, parfois par la famille, sur internet. L'imam n'est pas la personnalité centrale.

Tout ceci rend très difficile le travail des autorités publiques et les musulmans intégrés ne se sentent pas concernés. Tous les Français de confession musulmane devraient se mobiliser et s'emparer du sujet.

Raymond Douyère : Faut-il revoir la formation des imams ?

Oui, mais il ne faut pas oublier l'aspect économique. Il faut de l'argent pour payer les imams.

Pour le moment, leur statut n'est pas attractif et il y a une crise des vocations.

C'est aux Musulmans à prendre en charge leur destinée, à mettre en place un système de financement pour former et salarier les imams. Grâce au business Hallal et aux pèlerinages, cela est tout à fait possible.

François-Xavier Martin (Président d'Honneur de Crédit X Mines - Secrétaire Général et Trésorier de Géostratégies 2000): En fait, vous préconisez un rapprochement avec le Maghreb ?

Je ne le préconise pas mais je le constate. Il y a une complémentarité démographique, mais aussi dans une moindre mesure, énergétique.

J'aimerais également que l'on aille vers une intégration des services, avec le marché de la santé et des retraités. Aussi, par le biais du tourisme. Nous avons déjà 10% de médecins français maghrébins.

Mais cette évolution ne sera pas possible sans sécurité. Et, pour le moment, on ne sait pas gérer le fondamentalisme musulman. Comme, d'ailleurs, les dirigeants du Maghreb. Sur ce terrain-là, on peut aussi se retrouver.

Christophe Segar (Analyste de l'énergie chez CAIE): Quelle est la politique de la France envers l'Irak ?

Il n'y a plus de politique. Les échanges politiques et économiques sont extrêmement faibles.

Jean-Yves Aubert (Chargé de mission à la Mairie de Paris) : Comment voyez-vous l'avenir de la Tunisie ?

Il est très compliqué. C'est le seul pays qui a su stabiliser sa révolution, mais sur le plan économique, la situation est mauvaise. La politique publique est une

catastrophe. Le régime achète la paix sociale (le salaire des fonctionnaires représente 15% du PIB) et vit avec la perfusion du FMI. Sur le plan politique, c'est inquiétant. Il n'y a pas de débats publics, de défense de l'intérêt général...

Jean-Pierre Duport (Ancien Préfet d'Ile de France): Comment faire pour encourager l'investissement du monde culturel, économique et social musulman en France ?

Il y a bien le Conseil français du Culte Musulman (CFCM), mais il ne sert à rien. Il n'a que 30 000 euros de budget. Il n'a pas non plus encouragé l'interventionnisme turc ou algérien.

L'idée que les pays d'origine vont organiser ces musulmans est de la pure folie, ils ne veulent pas en entendre parler.

Les musulmans français commencent à prendre conscience que la situation est intenable. Ce n'est plus une affaire privée, mais publique.

Le rôle du gouvernement français serait de légitimer les initiatives privées. Comme la création d'une structure, qui lèverait des fonds, à partir de l'argent du business hallal, des pèlerinages et de la gestion des dons.

Jean-Louis Pierrel (Relations Universitaires- IBM France. Secrétaire Général Adjoint Géostratégies2000) : Vous avez parlé de l'antagonisme sunnites/chiïtes. A votre avis, quel impact sur une politique arabe française ?

Le conflit sunnites/chiïtes est d'abord un conflit entre l'Arabie Saoudite et l'Iran.

En France, j'y crois assez peu. D'ailleurs, il n'y a pas de chiïtes dans notre pays.

Le président Macron aimerait plutôt jouer un rôle d'intermédiaire.

Jean-Claude Richard (Ancien Ambassadeur de France en Asie Centrale) : Le grand problème de notre politique arabe n'est-il pas que la politique étrangère est encore une annexe de la politique intérieure ?

Dans ce domaine, les deux politiques, étrangère et intérieure, sont imbriquées et visent un même but : la stabilité du Maghreb.

Il y a une continuité entre la politique intérieure et la politique étrangère.

Marie-Clotilde HINGRAY Propos non revus par intervenants

**« UN MOTEUR DE RECHERCHE COMMERCIALEMENT NEUTRE ET RESPECTUEUX DE NOTRE VIE PRIVEE...
EST-CE POSSIBLE ? »**

Géostratégies 2000 recevait le 31 Janvier 2018, **Éric LEANDRI**, ingénieur expérimenté en sécurité informatique à l'origine de la définition d'un moteur de recherche européen qui permet de concilier les deux concepts de sécurité et de respect de l'environnement.

Vice-président en 2016, il est aujourd'hui président de cette société qui développe sa propre technologie de l'indexation du web fondée sur le respect des droits des personnes, des administrations et des entreprises, le respect de la vie privée et de la liberté d'entreprendre. Il n'y a pas avec ce moteur de collecte organisée du renseignement. Sur les 2,6 milliards de requêtes quotidiennes, **QWANT** souhaite obtenir 5 à 1% d'un marché dominé aujourd'hui par le **GAFA** (Google, Amazon, Facebook, Apple).

Trois aspects sont abordés :

- le positionnement de **QWANT**,
- les enjeux stratégiques,
- le rôle de l'UE dans ce domaine.

LE POSITIONNEMENT DE QWANT

QWANT est un moteur de recherche éthique et européen, un levier d'innovation et un accélérateur de croissance. Il existe huit principaux moteurs de recherche selon les pays : **YANDEX** (Russie) qui représente 55% du marché local, **NAVER** (Corée du Sud), **YAHOO** Japan (Japon), **BAIDU** (RPC), **SEZNAM** (République tchèque), **GOOGLE** (EUA) et **QWANT** !

Un moteur de recherche ne doit pas être confondu avec un navigateur de recherche qui permet d'aller sur internet ; le navigateur ne fait pas de la recherche d'information : ainsi Google paie 3 milliards de dollars à Apple pour être le moteur de recherche de Safari. Il existe donc 4 navigateurs et 8 moteurs de recherche principaux dans le monde.

La domination incontestable de Google entre 2009-2012 est assurée par Eric Schmidt, PDG d'ALPHABET, qui a créé un véritable univers, imposant ses normes et ses décisions sur le web. Mais cette position peut être contestée ; Madame Margrethe Vestager, commissaire européen n'a pas hésité à faire condamner Google qui accordait une place prépondérante à son propre comparateur de prix Google shopping, rétrogradant ainsi les autres comparateurs de prix dans les résultats de la recherche. Ceci permettait à Google shopping d'obtenir plus de clics et ainsi de générer plus de gains que ses concurrents.

Pour contrer cette position dominante, l'idée naît en Europe de créer un web social c'est-à-dire un web qui ne collecte pas les données de ceux qui le regardent.

Entre 2011 et 2013, des brevets sont déposés en ce sens et le lancement de ce moteur a lieu le 4 juillet 2013. En 2014, le groupe allemand Springer entre au capital pour développer la société dans le monde. **QWANT junior** est lancé en 2015-2016 ; le moteur est

destiné au 6/12ans, ne comporte aucun site adulte ni aucune image de violence. Cela est plus efficace que le contrôle parental classique. Puis est développé **QWANT** en augmentant le nombre de serveurs ce qui fait qu'aujourd'hui 97% des requêtes sont satisfaites.

En 2016, pour aider au développement d'un moteur de recherche européen, la Banque Européenne d'Investissement (BEI) entre dans le capital de **QWANT** à concurrence de 25 millions d'euros et l'année suivante la Caisse des dépôts et consignations française investit pour garantir ce projet sur le long terme.

La société compte aujourd'hui environ 150 personnes et aspire à représenter entre 5 et 10% du marché européen en 2020.

Contrairement à Google, **QWANT** se veut un moteur de recherche éthique selon l'article 12 de la déclaration des droits de l'Homme de 1948 qui interdit de lire la correspondance et de connaître la vie privée d'autrui. Or, **GOOGLE** bafoue ces éléments de protection de la vie privée. C'est pourquoi le règlement européen sur la protection des données (RGPD) demande l'application de cet article et une protection par défaut (opt in-opt out) ; jusqu'en mai 2017 les Etats-Unis choisissent l'opt-in et les Européens l'opt-out. Cela explique pourquoi **QWANT** a choisi de ne pas collecter les données personnelles, donne des réponses neutres comme dans web actualités, est absent des réseaux sociaux et ne place aucun cookie, ne conserve aucun historique de recherche.

LES ENJEUX STRATEGIQUES

Pour exister **QWANT** doit se développer d'où ses déclinaisons : **QWANT junior**, **QWANT music**, **QWANT games**.

Trois objectifs sont visés : la cybersécurité, l'internet des objets et l'intelligence artificielle.

L'index du web est comparable à un index de bibliothèque ; la question est de savoir ce que l'on veut faire entrer dans ce référencement. En Europe, il

n'existe pas d'index alors que l'américain GOOGLE en possède un. L'objectif est donc de créer un index. Deux stratégies sont possibles, le B2B et le B2C

- le B2B (Business to business) est le fait la société SAP, champion du monde, utilisé par exemple par les sociétés Thalès, Ingenico, Airbus, et qui a développé un programme qui prend les data, calcule et donne les résultats.
- Le B2C (Business to consumer).

Si le B2B est intéressant à court terme car il peut générer des profits rapides (8 fois le chiffre d'affaires), le B2C permet quatre fois plus de profits (32 fois le chiffre d'affaires) ; ce dernier concept augmente la valeur globale de l'entreprise, augmente la croissance et multiplie les emplois. L'application « Doctolib » s'appuie sur cette pratique : aujourd'hui 2500 docteurs l'utilisent et cette application connaît une croissance de 200%. Le BtoC est donc un accélérateur de croissance

L'utilisation de QWANT pour les comptes bancaires est en route.

Les objets connectés : en cherchant la météo sur QWANT les utilisateurs du moteur de recherche ont désormais accès à de multiples données météorologiques brutes : des données provenant des Stations Météo Individuelles, des Pluviomètres et des Anémomètres Netatmo.

QWANT mène des actions avec des sociétés environnementales sans néanmoins pratiquer le charity business. Ces actions ont lieu pour donner un sens global à l'économie dans le cadre par exemple des programmes de l'AGYP (Programmes pour la Croissance et la Jeunesse Active / Active Growth&Youth Programs (AGYP) Afrique-France).

L'audience de QWANT augmente car elle s'appuie sur Atout France, la clientèle junior et la musique. QWANT augmente aussi les possibilités de liaison entre les appareils avec l'application MASQ, qui est un système de connexion d'appareils permettant la sauvegarde de données en temps réel d'un appareil à l'autre sans que les données ne soient récupérées ou stockées. De même pour QWANT PAY qui permettra d'effectuer des paiements sécurisés, non tracés et éthiques.

Ce moteur de recherche est aussi utilisé dans les domaines et les lieux les plus divers : dans l'agriculture, QWANT s'efforce de donner des informations sur les qualités des terroirs, en Côte d'Ivoire Le moteur de recherche français QWANT s'est associé avec la start-up tricolore Be-Bound, experte dans la couverture de l'Internet mobile et l'Internet des Objets (IoT), et des startups ivoiriennes, autour d'un projet commun avec La Poste de Côte d'Ivoire et l'Union postale universelle

(UPU), institution spécialisée des Nations unies pour le secteur postal.

La 1^{ère} question permet de développer le 3^{ème} point sur le rôle de l'UE aujourd'hui dans le développement de QWANT.

Laurent LAMY (Chef de projets transverses) : Qu'est-ce qui nous garantit la pérennité et la véracité du positionnement de QWANT ?

Les investisseurs n'ont pas besoin d'argent et dans les statuts de la société, il n'est pas créé un droit pour écouter les informations ; de plus, en France, la CNIL a des exigences qu'il faut respecter, ainsi le code est en open source et indique ouvertement ce qu'il fait et ce qu'il ne fait pas ; il existe aussi un contrôle administratif et policier (GDPR). Rappel : aux Etats-Unis conformément au

FreedomAct, les données peuvent être communiquées aux autorités ; hors de l'UE, il n'existe pas de solution pour garantir la vie des data

Philippe Beauvillard (Président du syndicat de la presse culturelle et scientifique) : dans votre application presse, la rémunération des éditeurs est-elle organisée de façon plus acceptable que par les GAFA ?

En Allemagne, les éditeurs sont payés par VGMedia, en France, 150 millions sont donnés par Google, en Espagne il n'existe pas de GOOGLE Press. Une autre solution existe : I-Press qui est un produit pour éviter de recourir à GOOGLE.

Luisa Hartung (Elève terminale - Lycée Maurice Ravel – Paris) : Peut-on retracer des informations si les autorités en ont besoin ? Toutes les données sont-elles sécurisées ?

Il est impossible de retracer les informations sur QWANT selon les principes de sécurité et de contrôle. Dans le cadre d'un contrôle gouvernemental, le plus important est de contrôler les sites du Darkweb.

Jean-Louis Pierrel (Responsable relations universitaires IBM, Secrétaire général adjoint Géostratégies 2000) : Quels sont les rapports de votre société avec les pouvoirs publics et plus spécialement avec le monde de l'éducation ?

Les rapports sont bons mais pas excellents.

Il y a en France quatre millions de fonctionnaires qui ne sont pas automatiquement connectés par QWANT. L'administration financière et la Défense sont sur QWANT. Google paie 400 millions d'euros au navigateur FIREFOX pour être son moteur de recherche. De même, sur le site des impôts, QWANT était bloqué par un firewall, il a fallu six mois pour

débloquer l'ensemble des trésoreries. Dans le domaine de l'éducation, il n'y a pas de signature de partenariat entre le ministère et la société QWANT. QWANT envisage d'ailleurs un recours en justice. GOOGLE est installé sur presque tous les ordinateurs. Il faut donc se battre pour installer QWANT dès l'origine.

Yves Alexandre (*Conseil en organisation et stratégies*) : **Etes-vous concerné par la question des déserts/fractures numériques territoriales ? Si oui, que faites-vous pour « changer le logiciel » et essayer de combattre la tendance à la croissance des fractures numériques ?**

Sur un ordinateur il est facile d'installer QWANT ; cela est plus difficile sur Android : il existe un blocage sur Chrome ou un ralentissement des performances. Au CES de Las Vegas, si QWANT est installé sur les Android, Google ne donne pas suite à des demandes de recherche provenant de ces appareils. Google refuse la concurrence et ce refus relève de la Commission européenne.

L'UE est dans le capital de QWANT. Il existe un plan européen pour développer la fibre vers les déserts numériques mais il faut du temps pour débloquer les fonds : ainsi il a fallu un an pour obtenir les 30 millions alloués par l'UE. Il faut rappeler que les gouvernements sont indépendants dans l'UE, qu'il faut donc passer des accords avec les autorités comme par exemple l'accord passé entre QWANT et le ministère de l'éducation roumain.

Simon Keller (*Elève terminale Lycée Hélène Boucher – Paris*) : **D'où viennent vos revenus ? En quoi consistent vos partenariats ? Est-ce le modèle de GOOGLE avant 2008 ? Comment assurer à la fois la neutralité et la gratuité du web et les revenus de votre entreprise ?**

Monsieur Laurent Acharian : **Quel est votre « business model » ?**

Marielle VICHOT Professeur agrégée d'Histoire (ER) Membre du Conseil d'Administration de Géostratégies 2000 – propos non revus par intervenants.

Prenons le cas de la FNAC, entre 1997 et 2004, les magasins rémunèrent Google en fonction du nombre de clients envoyés par les moteurs de recherche. Aujourd'hui on utilise davantage le « real time bidding » qui est une technologie qui consiste à vendre en temps réel et au plus offrant une impression publicitaire donnée. Booking génère 4,1 milliards de dollars pour Google, Expedia 2 milliards de dollars.

Dans l'UE le traitement de l'information est égal pour tous ; aux Etats-Unis le concept « whooperneutrality burger king » peut s'appliquer, cassant ainsi la neutralité du net et créant des nets à plusieurs vitesses selon le prix payé.

Le site Booking établit une différence entre « plein » et « cher ». L'hôtel lié à Booking ne peut pas vendre moins cher que les prix pratiqués sur le site sinon il s'expose à

40% de ses réservations même si l'hôtel n'est pas plein et que l'hôtelier veut remplir ses dernières chambres.

La question qui se pose est celle de la pérennité de la neutralité du net.

Jean-Claude Richard (*Ancien ambassadeur AsieduSud-Est*) : **Qu'est-ce qu'un « malware » ? Quels sont ses risques ?**

Alain Viallix (*Nokia corporation Director strategic initiatives*) : **la page d'accueil de QWANT est bien touffue ? N'avez-vous pas intérêt à simplifier cette page d'accueil ?**

Le malware est un virus qui infecte les ordinateurs. D'où la notion de ransomware qu'il faut payer pour débloquer l'ordinateur. Cela impose de placer des anti-virus, de ne pas aller sur des sites débiles et de respecter les conseils de l'ANSSI (agence nationale de sécurité des systèmes d'information).

La page d'accueil est simplifiée dans la nouvelle version.

« LA SECURITE EN FRANCE ET EN EUROPE » AVEC BERNARD CAZENEUVE,

ANCIEN PREMIER MINISTRE, ANCIEN MINISTRE DE L'INTERIEUR

Une vision personnelle et une action, tels sont les propos introductifs de Raymond Douyère, président de Géostratégies 2000, qui présente, ce 14 février 2018, l'action de Bernard Cazeneuve qui fût ministre de l'Intérieur puis Premier ministre de l'ancien président de la République François Hollande.

Les Français peuvent-ils avoir des craintes sur leur sécurité, quels sont les moyens mis en œuvre, quelle est l'aide de l'Europe sachant que la menace terroriste est toujours présente et dans le monde ?

Bernard Cazeneuve traite de ces questions en s'appuyant sur sa double expérience de Premier ministre et de ministre de l'intérieur, postes occupés de 2014 à 2017. Il revient d'abord sur la difficulté à convaincre le Parlement et à faire accepter des mesures exceptionnelles. Depuis son départ de Matignon d'ailleurs, il s'est d'ailleurs attaché à ne jamais critiquer les décisions prises par ses successeurs même s'il n'est pas toujours payé de retour.

UNE SITUATION DE MENACE ÉLEVÉE

Nous sommes face à un niveau de menace élevé tant à l'extérieur qu'à l'intérieur.

A l'extérieur, le terrorisme est le fait d'un groupe érigé en califat en Syrie qui organise des attentats en Europe réalisés par des personnes téléguidées par l'état-major de Raqqa mis aujourd'hui hors d'état de nuire. En Syrie, en Iraq et au Mali, l'engagement a porté ses fruits. Les attentats sont moins fréquents ; les progrès dans la cryptologie réalisés avec les Allemands ont permis d'entrer dans les messages cryptés des individus hostiles en respectant le cadre judiciaire.

A l'intérieur, la violence de groupes d'extrême gauche et sur les réseaux sociaux fait aussi peser une menace sur la France. Ainsi lors des manifestations contre la loi sur le travail, près de 500 policiers et gendarmes ont été blessés et B. Cazeneuve exprime sa considération aux forces de l'ordre confrontées à cette violence, il est indigné par la théorisation de la consubstantialité de la violence dans la police. Sur les réseaux sociaux, des messages appellent à la violence, à l'antisémitisme, à l'extrémisme. Ces messages portent atteinte à la sécurité et à la cohésion du vivre ensemble.

Bernard Cazeneuve s'est trouvé confronté à cette violence. Suite à la loi du 24 octobre 2014 qui autorise des mesures de police administrative, le ministre a été l'objet de critiques venant de la droite et de la gauche : il était accusé de porter atteinte à la neutralité du net et de vouloir en limiter la liberté d'expression. Il souligne

alors la contradiction de ceux qui protestent contre les propos antisémites sur la voie publique et qui militent pour la liberté dans l'espace numérique permettant d'y exprime les mêmes propos ! Pour lui, face à ce phénomène de violence extrême qui pose des questions de sécurité, il faut « une main ferme qui ne tremble pas ». Une telle attitude explique l'ensemble des décisions prises alors et qu'il ne renie pas.

Des décisions simples et claires concernant la sécurité et le renseignement tant au niveau national qu'europpéen sont mises en œuvre.

L'urgence était d'assurer la sécurité du pays en prenant en compte le fait que les forces de sécurité avaient perdu 13 000 emplois entre 2007 et 2012, soit 24 unités de forces mobiles.

Trois plans de redressement des effectifs ont été réalisés : à partir de 2012, 500 emplois par an ont été créés sur 5 ans, en 2015, les effectifs ont été augmentés de 3000 personnes après les attentats contre Charlie et contre le Bataclan. Au total 9000 emplois ont été créés. Bernard Cazeneuve infirme la position du ministre de l'Intérieur actuel et affirme qu'il s'agissait d'emplois nets et non de renouvellement suite à des départs à la retraite. L'Inspection des finances qui a réalisé l'inventaire demandé à la fin du quinquennat confirme la création de ces 9000 postes. Le gouvernement actuel a raison de poursuivre cet effort en voulant créer 10 000 nouveaux emplois nets.

Une partie de ces emplois créés a été affectée aux services de renseignements, environ 2500 emplois répartis dans les différents services de la DSI, laquelle a vu ses crédits de fonctionnement augmentés de 27%.

La réorganisation des services de renseignements a été réalisée : les réformes de 2008 (suppression des renseignements généraux) avaient fait perdre les capteurs de renseignements sur le terrain. B. Cazeneuve décide de rattacher la DGSI au ministère de l'Intérieur, renforce les moyens de la gendarmerie en revoyant les schémas d'intervention des forces spéciales (GIGN, RAID BRI) qui sont réparties sur le

territoire national de telle sorte qu'une intervention en moins de vingt minutes soit possible en cas de tuerie de masse.

A ces mesures de réorganisation des services s'ajoutent des mesures législatives qui accroissent les moyens de police administrative.

Les lois anti-terroristes permettent des mesures d'interdiction de sortie du territoire à l'encontre des nationaux désireux de combattre en Syrie, et inversement des mesures d'interdiction d'entrée sur le territoire, des mesures de fermeture de sites qui appellent au terrorisme ainsi que l'autorisation de pénétrer les sites douteux sous pseudonyme.

L'état d'urgence pris le 13 novembre 2015 a permis des mesures de police administrative autorisant les perquisitions hors des heures légales, des astreintes à résidence, des fouilles. Aujourd'hui de nombreuses mesures de cet état d'urgence sont incluses dans le droit commun et Bernard Cazeneuve est en accord avec le gouvernement actuel qui a acté ces mesures avec un réexamen prévu en 2020.

En ce qui concerne le renseignement, les services s'adaptent à l'évolution technologique et des mesures de contrôle sont mises en place : la création de la CNCTR (Commission Nationale de Contrôle des Techniques de Renseignement) a facilité ce contrôle ainsi que l'augmentation du contrôle juridictionnel du Conseil d'Etat qui peut désormais saisir le juge quand il constate une infraction des services dans le cadre des actions menées.

Des mesures au niveau européen étaient aussi nécessaires car les terroristes voyagent.

Le système européen présentait quelques déficiences : l'absence de contrôle aux frontières a été palliée par le développement de l'agence FRONTEX avec un budget renforcé et des créations d'emplois.

La réforme du code européen dans le cadre des accords de Schengen était nécessaire pour contrôler les Européens aux frontières intérieures de l'Union. Le contrôle des voyageurs dans les aéroports a été mis en place avec difficulté dans le cadre du projet « Passenger Name Recall » (PNR) qui a introduit une traçabilité du passager. Le Parlement européen était opposé à un tel projet et il a fallu user de pédagogie notamment vis-à-vis des Verts du Nord de l'Europe pour obtenir la mise en place de ces mesures. Le Parlement a adopté le projet en 2016.

De même la législation sur l'usage des armes à feu qui piétinait a été obtenue après les événements du

Bataclan ; la Commissaire européenne a proposé une révision des règles sur les armes à feu dès novembre 2015 mais il a fallu attendre décembre 2016 pour obtenir un accord politique sur la proposition de Directive sur les armes à feu de la part du Parlement européen et du Conseil. L'amélioration de la communication au sein de l'espace Schengen était et est encore aujourd'hui une nécessité comme en témoignent les dysfonctionnements de la transmission des informations au sujet de Saddam Abdeslam.

Des actions dans la lutte contre la cybercriminalité sont aussi à mener en accentuant le contrôle international. Une rencontre avec les GAFSA est indispensable : si 15 à 33% des propos violents sont retirés, on ne peut que souhaiter poursuivre l'augmentation du retrait des propos très violents sur internet et les réseaux sociaux. Ces décisions devraient être reprises au niveau européen afin d'obtenir une plus grande effectivité des décisions concernant les GAFSA.

Commence alors une discussion sur des questions de sécurité plus actuelles.

Dans le cadre de la ZAD de Notre Dame des Landes (NDDL), pourquoi n'a-t-on pas agi plus vite ?

Bernard Cazeneuve n'était pas favorable à l'évacuation en 2016-2017 car à cette date le niveau de menace terroriste est élevé et accapare les ressources du ministère. Il faut rappeler que seulement 50% des 150 unités de force mobile sont disponibles (les autres sont en repos ou en formation) et qu'à cette date 33 unités sont mobilisées dans le cadre de la protection des frontières ; on compte alors 10 000 migrants à Calais et les « no-boarders » poussent à des manifestations violentes. Pour évacuer NDDL, 33 unités sont nécessaires pendant six mois pour assurer l'évacuation de la ZAD et des zadistes ainsi que le contrôle des axes fermés. Il faut donc choisir entre l'évacuation ou la protection des Français. Le choix s'est porté sur la deuxième proposition : il ne convenait pas de disperser les forces mais de les consacrer à la lutte anti-terroriste. Bernard Cazeneuve assume encore ce choix aujourd'hui et ne veut pas donner des leçons au gouvernement actuel qui a choisi de ne pas évacuer à ce jour la ZAD.

En ce qui concerne la zone de Calais, le BREXIT change-t-il la donne ? Les Anglais vont-ils déplacer la frontière ?

Sur cette question franco-britannique et sur les accords du Touquet, Bernard Cazeneuve ne mâche pas ses mots et considère que l'on entend beaucoup de fausses vérités. Quand il arrive, il existe un

campement de 10000 migrants, il obtient que le gouvernement britannique dégage 140 millions d'euros pour sécuriser les installations et accepte les mineurs isolés. A cette date, certains pensent qu'il faut renégocier les accords du Touquet ouvrir la frontière avec le Royaume-Uni et y envoyer tous les migrants en attente. Il faut dit-on renégocier sans délai sans respecter le délai de trois ans. Mais les Britanniques n'ont aucun intérêt à renégocier les accords du Touquet pas plus que nous car on ne peut risquer d'encourager les passeurs et d'augmenter leurs trafics, Bernard Cazeneuve rappelle qu'il faut surtout s'attaquer aux filières de passeurs car un migrant vaut 12 000 euros pour ces derniers. Il veut des mesures pragmatiques, d'effet immédiat sur les mineurs isolés, les infrastructures de transport.

La question du BREXIT est importante, les Britanniques ne se sont pas rendu compte des conséquences en ce domaine : ils se coupent d'un ensemble d'informations liées à l'appartenance à l'UE, notamment celles obtenues par le système PNR.

Bernard Cazeneuve confesse qu'il est frappé entre ce qui est et ce qui est relaté par voie de presse dans l'espace politico-médiatique : cela nuit à la compréhension et à la rationalité du raisonnement.

**Comment gérer la radicalisation des banlieues ?
Comment gérer les personnes radicalisées ?
Comment gérer les Français qui reviennent ? A partir de quel moment s'arrête la liberté d'expression de l'individu sur internet au profit de la lutte anti-terroriste ?**

La radicalisation est liée à la liberté d'expression sur internet ; néanmoins une infraction pénale ne peut être impunie même sur internet. Sur l'espace numérique si on accepte ce qui renvoie à la haine, il y a peu d'espoir sur l'avenir du vivre ensemble. Donc une fermeté implacable doit être exercée contre ces discours.

La radicalisation renvoie à l'Etat laïc. La laïcité est le droit de croire ou de ne pas croire. L'Etat ne reconnaît aucun culte

mais donne sa protection à celui qui croit. Donc Bernard Cazeneuve a essayé de protéger les lieux de culte et relate les mots d'une mère, après l'attentat de Montrouge, sur sa peur de ne pas retrouver son enfant sain et sauf le soir après l'avoir laissé le matin à l'école. Ce désarroi n'a pas laissé insensible le ministre de l'Intérieur qu'il était.

La laïcité en revanche ne peut être instrumentalisée comme dans l'affaire des menus de substitution. La laïcité est une valeur du vivre ensemble, elle refuse l'enfermement et doit amener l'Etat à rester très vigilant sur la transmission des savoirs notamment dans les écoles coraniques. Ces territoires sont à reconquérir avec une parole ferme. Les Musulmans de France doivent le dire avec force : l'Islam de France n'est pas l'Islam consulaire.

Sur internet, il faut travailler à un discours pour mobiliser les enseignants et les agents des collectivités locales sous l'autorité des préfets pour affirmer la laïcité française. La déradicalisation est un travail difficile, de longue haleine.

Quels sont les moyens de FRONTEX ? Comment lutter contre la manipulation de l'identité des migrants ?

Il existe un contrôle aux frontières de l'UE mais quand existent la peur, la faim, la désertification des sols, les fils de fer barbelés ne résolvent pas le problème. Or il n'existe pas de politique européenne de développement pour la bande sahélienne.

FRONTEX joue son rôle avec ses 1700 agents (dont 15% sont français). FRONTEX monte en puissance, avec une aide apportée aux hotspots (Grèce, Italie). Mais il faut aussi une politique de contrôle avec des mécanismes précis. La définition des détails pratiques est technique donc peu attrayante pour le grand public.

Que pensez-vous des mesures des peines alternatives pour désencombrer la justice ?

Il ne faut pas donner à ceux qui sont passibles de prison un sentiment d'impunité. La justice a besoin d'un « plan Marshall ». Il faut une volonté au long cours pour rehausser les moyens de la justice.

CONCLUSION

Cet échange s'est effectué avec une personne qui a vécu et agi au ministère de l'Intérieur. Bernard Cazeneuve a exprimé à nouveau sa volonté de ne pas donner à haute voix son opinion pour ne pas compliquer la tâche du ministre actuel. Il renouvelle son admiration pour les forces de sécurité de notre pays.

Marielle VICHOT

Professeur agrégée d'Histoire, membre du Conseil d'administration de Géostratégies 2000 –Propos non revus par intervenant

« L'ÉCOLE ENTRE CRISE D'AUTORITÉ ET CRISE CULTURELLE : QUELLES SOLUTIONS ? »

Le mardi 20 mars 2018, Géostratégies 2000 organisait dans les Salons du Palais du Luxembourg, un petit déjeuner autour de Barbara LEFEBVRE, une des figures des débats sur l'école, qui vient de publier *Génération " j'ai le droit" (Éditions Albin Michel)*, un ouvrage qui résume un constat largement partagé : la faillite de notre éducation. Cette enseignante en Histoire et Géographie, également enseignante-spécialisée (titulaire d'un master 2 ; sa recherche a porté sur les conditions de scolarisation en milieu ordinaire des élèves avec des troubles du spectre autistique), essayiste, qui connaît parfaitement le terrain, a témoigné de son expérience et a apporté un éclairage pertinent sur les raisons de ce gâchis. Elle a dénoncé les utopies qui remettent en cause l'autorité et la mission culturelle de l'école et a également alerté sur les enjeux qui dépassent la sphère strictement scolaire, comme le mépris des valeurs humanistes. Avant d'appeler à un sursaut radical, autour de quelques propositions phares.

Le dernier rapport PISA, publié par l'OCDE, sur le niveau scolaire des élèves de 15 ans dans 71 pays, place la France en 27ème position en sciences, avec 495 points, juste un peu au-dessus de la moyenne de l'OCDE, déplore, d'entrée de jeu, Barbara Lefebvre. Mais, ce qui est encore plus préoccupant, ajoute-t-elle, c'est que la performance française a baissé de 14 points sur 15 ans.

Et si l'on analyse les résultats de la compréhension de l'écrit, c'est à dire la capacité à interpréter des textes plus ou moins complexes, la chute est encore plus brutale, moins 22 points en 15 ans.

L'étude TIMSS (Trends in Mathematics and Sciences Study), qui évalue des élèves de CM1, est loin d'être rassurante. Là aussi, la France, avec ses 488 points en maths et ses 487 points en sciences, a un niveau inférieur à la moyenne internationale (500) et européenne (525). Elle arrive d'ailleurs au dernier rang du classement des pays de l'Union Européenne, loin derrière Singapour, le Japon, ou encore la Russie, qui affichent les meilleurs scores.

L'évolution est la même pour le TIMSS Advanced, qui concerne les élèves de Terminale S, moins 100 points

en 20 ans. Seulement 1% des élèves atteignent le niveau le plus haut, alors qu'ils étaient encore 15% en 1995. Pour justifier cette médiocrité, le Ministère explique que notre filière n'est pas sélective et est ouverte à tous les élèves qui ont des notes correctes, dans un souci d'égalité des chances, soupire Barbara Lefebvre. Et les réformes annoncées, avec notamment la création d'un tronc commun, ne vont pas dans le bon sens. C'est le rêve du lycée unique, de l'interdisciplinarité, avec la création « d'humanités scientifiques et numériques ». Mais cela cache, en fait, la destruction des disciplines fondamentales.

LE TRIOMPHE DES UTOPIES

Conséquence directe de ces dérives, à l'entrée au collège, j'ai un tiers, voire la moitié de mes classes en grande difficulté. La France a abandonné les classes moyennes et ouvrières. Seuls les enfants des milieux sociaux professionnels supérieurs, et ceux des enseignants (qui connaissent les rouages du système) s'en sortent, s'insurge-t-elle. Il y a une déconstruction des savoirs. On ne transmet plus une connaissance historique et littéraire commune, qui constitue le socle de la Nation. Et cela génère une crise de l'autorité de l'adulte en général, qui détient pourtant une légitimité

naturelle, conférée par la société. Or, les institutions remettent en question la confiance

et la reconnaissance accordée à l'enseignant. L'élève a désormais le droit de contester, de désobéir, d'être son propre maître. Le pouvoir hiérarchique a été détruit, comme tous les rapports de domination, sous l'effet de la « beat génération », des hippies et de Mai 68. On traite l'enfant comme son égal. Or, pour élever quelqu'un, on doit être en position haute, les rapports doivent être verticaux. Et comme ce n'est plus le cas, l'individualisme de masse triomphe, l'ego devient primordial, comme on le constate avec l'explosion des réseaux sociaux qui accentuent la domination du « je » tout puissant, tempête Barbara Lefebvre.

La mission culturelle de l'école s'amenuise, tout comme l'objectif social et civique, au profit du but utilitaire. Cela remonte aux années 60 et trouve même ses origines à la fin du 19ème siècle, avec l'« Education nouvelle » qui prône les méthodes actives (Montessori, écoles en forêt, avec un maître qui anime le groupe et organise des travaux pratiques). Trop utopiques, elles ne peuvent être mises en œuvre, mais elles influencent certains « **pédagogistes** » et débouchent sur le Plan Langevin-Wallon, en 1947. Deux professeurs, membres du Parti Communiste, qui veulent mettre fin à l'élitisme et à l'intellectualisme et supprimer le cloisonnement disciplinaire.

Ces thèses séduisent et vont dominer les recherches de l'IPN, devenu depuis l'INRP, qui va institutionnaliser cette nouvelle pédagogie, servie, en parallèle, par une augmentation massive du nombre des élèves. Décision est prise de revoir les méthodes et le contenu de l'enseignement.

UNE VOLONTÉ POLITIQUE

Mise au ban de la dictée en 1970 et priorité à l'oral. L'écrit, jugé trop discriminant, devient très limité et la grammaire structurale est mise en place, tout comme les maths modernes, qui, vu le fiasco, sont abandonnées durant la décennie 1990.

Cette institutionnalisation des sciences de l'éducation ouvre la porte aux « *pédagogistes* » qui verrouillent tout, y compris la formation des maîtres, qui vont reproduire ce modèle, souligne Barbara Lefebvre. Cette volonté de fonder une « école nouvelle » est soutenue par les Ministres de l'Education Nationale. Alain Peyrefitte, pour qui l'enseignant est un animateur, au service des enfants. Puis, Edgar Pisani, pour qui le rôle de l'école ne se limite pas à la transmission des connaissances.

Une révolution culturelle est en marche. On remet en cause le principe d'autorité, on privilégie les méthodes actives et on supprime les cours magistraux. On parle de bilans et non plus d'examens, on évalue par cycles et non plus par année. En juillet 1968, Edgar Faure décide de repousser à la 4ème l'apprentissage du latin (expulsé par Najat Vallaud-Belkacem mais réhabilité par son successeur, même si le Capes de Lettres Classiques reste, pour l'heure, supprimé),

C'est la fin des compositions trimestrielles obligatoires, des classements, des notations de 0 à 20, remplacées par des lettres, de A à E. Les représentants des parents d'élèves entrent dans les conseils d'écoles. A la rentrée 69, 3 heures disparaissent en primaire. Il n'y a plus que 15 heures pour le français et les maths, et en revanche on accorde 12 heures aux disciplines d'éveil.

C'est le français, clé de voûte du système, qui subit les plus vives attaques. Il y a une volonté de déraciner la littérature française et l'histoire, pourtant génératrices d'intégration, martèle Barbara Lefebvre. 600 heures d'enseignement du français ont disparu. C'est catastrophique. Les apprentissages fondamentaux régressent, sans pour autant profiter aux autres disciplines. En 6ème, les enfants n'ont aucune connaissance historique !

Pour pallier l'évidente baisse de niveau, on diffère les apprentissages par cycles, on étale l'apprentissage de la lecture jusqu'au CE2, alors qu'avant, cela était réglé à la fin du CP.

D'ailleurs, si Najat Vallaud-Belkacem a décidé de rattacher la 6ème à l'école primaire, c'est parce que les fondamentaux n'étaient toujours pas acquis à la fin du CM2.

Il est temps de remettre les savoirs au cœur de l'école, et de stopper cette politique de déconstruction, insiste Barbara Lefebvre. Depuis le départ, il y a eu des résistances mais elles étaient très difficiles à exprimer, car les enseignants craignaient les réactions de leurs chefs d'établissement et les inspecteurs. Or, tout cela est dangereux car l'enseignant a besoin d'une liberté intellectuelle, il ne doit pas être formaté !

Après ce brillant exposé, le débat, animé par Raymond Douyère, Président de Géostratégies 2000, a été l'occasion de nombreux échanges.

Raymond Douyère : Vous avez été qualifiée de « réac publicaine ». Quelle a été votre réaction ?

Cela vient d'un collègue que je pourrais décrire comme « pédago gauchiste » ;

Cela ne m'impressionne pas dans le contexte « politiquement correct » actuel.

Mais, je tiens à préciser que je ne suis pas non plus une « fan » de Jules Ferry et de son patriotisme revancharde.

Il ne faut pas trop d'intrusivité dans les rapports entre les parents et l'école.

Avec son enseignant, l'enfant a l'identité d'un élève dans un espace public. Il devient un citoyen. Nous devons tous être les gardiens de l'ordre républicain et de la civilité.

Michel Troïkouroff (Juriste) : Peut-on dire que l'apprentissage des faits génère automatiquement l'intelligence et la compréhension ?

Il y a une intelligence naturelle de l'enfant et je suis d'accord avec Céline Alvarez, il faut prendre en compte les découvertes dans le domaine des sciences cognitives. Les neurosciences permettent de comprendre les mécanismes d'apprentissage et montrent que chaque enfant fonctionne différemment. Grâce aux neurosciences, on peut déceler très tôt les enfants qui ont des problèmes, mais il ne faut pas en faire la nouvelle phobie de l'enseignement.

Cela aide car on peut accompagner les enfants de manière individualisée, avec des maîtres spécialisés, comme en Italie, où les enfants avec des handicaps sont intégrés dans les classes.

Ce sont les méthodes d'enseignement qui doivent changer et non pas les effectifs. Je ne suis pas favorable au dédoublement de certaines classes de CP, mesure mise en œuvre en septembre dernier. Cela n'entre pas dans une vision à long terme de refondation de l'éducation.

Vice-Amiral Jean-Louis Vichot : que pensez-vous des relations parents-professeurs ?

Quid de la multiplication des options ?

Pour les options, je suis d'accord, il y a trop de dispersion.

Ma priorité, c'est l'école primaire, qu'il faut reprendre en main.

70% du temps scolaire doit être consacré au français et aux maths.

Il faut laisser de côté les méthodes actives, avec en son centre, « l'élève enquêteur »

Il faut un enseignement explicite, avec le professeur qui doit guider.

Je conteste la prééminence du travail de groupe (car c'est le bon élève qui fait tout...) pour apprendre les savoirs fondamentaux.

L'idée que l'enfant apprend mieux de ses pairs que de l'enseignant doit être combattue.

Elisabeth Couffignal (Consultant) : La Finlande est souvent citée en exemple. Qu'en pensez-vous ?

La Finlande est un petit pays avec une forte homogénéité culturelle, alors que la France est très diversifiée. Le modèle français n'est pas un modèle pour un certain nombre d'autres pays européens, anglo-saxons, protestants. Nous sommes centralisés, monarchiques, avec un inconscient collectif très français, nous nous voyons comme un phare culturel et donc, copier l'école finlandaise ou canadienne serait aussi une erreur, car cela serait contraire à nos racines.

Jean-Louis Pierrel (Relations Universitaires IBM France. Secrétaire Général Adjoint Géostratégies 2000)

Edward Bryant (Conférencier. Ex DRH PriceWaterHouse Cooper) :

L'évolution rapide des technologies, notamment le numérique, implique également une prise en compte de l'Education Nationale. Quelle méthode adopter ?

Oui, l'école doit s'adapter, mais elle ne doit pas courir derrière les avancées technologiques. Aux USA, les grands patrons d'Apple, d'Amazon ou Google mettent leurs enfants dans des écoles où il n'y a pas de numérique. Cela fait réfléchir !

Ils ont compris que l'on pouvait éveiller l'esprit de l'enfant autrement et certainement d'une meilleure façon. Il faut laisser le temps aux évolutions numériques de faire leurs preuves.

Les tableaux numériques interactifs sont une belle avancée, mais je ne suis pas favorable à l'utilisation de tablettes par les enfants.

Il faudrait déjà leur apprendre à tenir correctement un crayon, or, les maîtres n'ont pas eu l'apprentissage de la graphie et cela se ressent sur les élèves qui ont énormément de mal à écrire longtemps.

En revanche, je milite pour l'enseignement de la musique, du solfège, dès le CP, comme en Chine. C'est un travail de mémorisation et aide à l'apprentissage des fondamentaux.

C'est cela l'élitisme républicain et cela ne doit pas être réservé à quelques « protégés », triés sur le volet, qui peuvent intégrer les CHAM (Classes à Horaires Aménagés Musique).

Que pensez-vous de l'usage des portables ?

Les portables sont interdits par la loi dans les écoles primaires et les collèges. Mais, dans les faits, il n'en est rien. Cela devient l'usage.

Les parents font également preuve d'une grande irresponsabilité en achetant des Smartphones à leurs enfants. Ils ont de multiples applications qui vont jusqu'à des sites pornos...

Un téléphone sert à prévenir ses parents, un point c'est tout.

Annick et Jacques Lutfalla (Professeur agrégé de Mathématiques-ER ; Contrôleur Général des Armées 2^{es}) : **Comment expliquez-vous que la France soit seconde en Médaille Fields, malgré la baisse du niveau des mathématiques ?**

L'enseignement supérieur français est très bon, car il y a eu la sélection des meilleurs. C'est terrible, mais ensuite, en entreprise, c'est encore pire.

Marie-Clotilde HINGRAY—Propos non revus par intervenants

Le fait de reculer toujours plus loin la sélection crée la frustration. Il faudrait un discours beaucoup plus clair sur la nécessité de la sélection.

Une mention « très bien » au Bac n'a plus la même signification qu'avant. Les fautes d'orthographe et de syntaxe ne sont plus sanctionnées. En maths, si le résultat est faux, mais si le raisonnement est bon, on obtient des points...

Roger Cukierman (Président d'honneur du CRIF) : **Quid de l'instruction civique et de la laïcité ?**

Cette question de la laïcité est instrumentalisée à l'école. Elle sert le politiquement correct, le « bien penser ». Mais, ce n'est pas enseigné, car ce n'est ni une valeur, ni une philosophie.

Cela s'incarne à travers l'enseignant. C'est une pratique sociale qui repose sur une base juridique.

Ce qu'il faut expliquer, c'est que chacun a le droit d'exister en tant que citoyen au sein d'un établissement scolaire, avant d'être reconnu comme catholique, musulman, juif...

C'est pourquoi je juge inacceptable les « *stripteases islamiques* », avant d'entrer dans les lycées ou les collèges. Les jeunes filles enlèvent leurs voiles et certains vêtements mais gardent d'autres signes religieux à l'insu de leurs parents, qui, généralement, ne soutiennent pas ce comportement.

« LES ENJEUX DE SECURITE EN AFRIQUE »

Le jeudi 5 avril 2018, Géostratégies 2000 a reçu autour d'un petit déjeuner organisé dans les salons du Palais du Luxembourg, le Général d'Armée Didier CASTRES, Inspecteur Général des Armées - Terre, venu nous livrer ses réflexions sur l'avenir du continent africain, Cet ancien adjoint au Chef de l'Etat-Major particulier du Président Nicolas Sarkozy a analysé les grands défis à relever et proposé des axes en matière de sécurité, face aux percées inquiétantes des djihadistes. Il a réaffirmé la nécessité d'une coopération globale avec l'Union Européenne, dans l'intérêt de toutes les forces démocratiques

Quand on pense « Afrique », il faut s'extraire de trois ornières idéologiques, rappelle d'emblée le Général Castres. Il ne faut pas céder à l'« afro pessimisme » ; surestimer le poids de la « France Afrique », une expression inventée en 1955 par Houphouët-Boigny, mais qui ne représente plus grand chose. En tout cas qui est bien loin des milliers d'acteurs conscients ou inconscients imaginés par Stephen Smith. Et enfin, se laisser bercer par une « afro-béatitude », entretenue par des utopistes, qui annoncent une croissance exponentielle et un horizon radieux.

UN CONTINENT COMPLEXE

Mes perceptions sont plutôt celles d'un continent en marge des affaires du monde et de la grande politique. Sous la Présidence Hollande, Laurent Fabius, son ministre des Affaires Etrangères, s'y est très peu rendu, se déchargeant sur Jean-Yves Le Drian, le ministre de la Défense.

L'Afrique est aussi une dérivative stratégique, un ring décalé où s'affrontent les pays dans les domaines économiques, politiques et religieux. Le Qatar et la Turquie utilisent l'Etat Islamique pour mettre le feu à la Libye ; les Emirats Arabes Unis tentent de déstabiliser la Tunisie.

C'est aussi « un libre-service ». Depuis toujours, elle constitue une réserve de richesses, de matières premières rares. Celles-ci étant plus ou moins épuisées, on assiste actuellement à un dépeçage en règle des ressources basiques, des terres agricoles. 130 millions d'hectares (deux fois la superficie de la France) ont été vendus ou loués à l'Inde, la Chine, la Corée. Les Africains ne peuvent plus exercer leur souveraineté, déplore le Général Castres, qui évoque également « l'Afrique menace », contre laquelle il faudrait se barricader. Une dangereuse option !

Les analyses et les approches françaises, tour à tour paternalistes, romantiques, idéologiques, ne fonctionnent plus. Le complexe du colonisateur, du « fardeau de l'homme blanc » est déraisonnable. L'Afrique redevient un continent avec des enjeux. Sa croissance économique était de 5% en 2015 (voire 7% dans les pays les plus riches). La Grande-Bretagne, Israël, la Chine, les Pays du Golfe y arrivent en force. Nos échanges commerciaux ne sont pas si élevés que cela comparés à ceux des pays émergents (passés de 23 à 36% en 10 ans) ou ceux de la Chine qui ont été

multipliés par dix pendant la même période. A Djibouti, la Chine est en train d'investir 2,4 milliards (contre 240 millions pour la France). La « Route de la Soie » est une réalité concrète.

La France doit mener une politique étrangère cohérente avec ses intérêts nationaux, avec pragmatisme et sans cynisme, explique le Général Castres. Car elle est une « citoyenne de l'Afrique ». En 1638, des colons français ont fondé Saint Louis du Sénégal ; en 1793, Jean-Baptiste Belley fut le premier parlementaire noir et ensuite, Blaise Diagne, né à Gorée au Sénégal, fut un homme politique français, nommé sous-secrétaire d'Etat aux Colonies. Nos liens sont étroits, il y a encore 250 000 Français en Afrique et 2 millions d'Africains en France.

DES DEFIS DE TAILLE

Nous devons faire face à trois enjeux de sécurité, qui, tous, ont un impact sur nos valeurs et notre façon de vivre. Tout d'abord, la prolifération des trafics, qui passent par le Golfe de Guinée. Anodin, comme celui des cigarettes, mais qui a quand même généré 400 millions d'euros en

2015 ! Mais aussi, de plus grande ampleur. En 2016, 700 tonnes de cannabis ont été saisies, et 21 tonnes de cocaïne (soit 42% de la quantité qui devait entrer en Europe). Ces trafics, qui incluent également les armes et les médicaments, génèrent 3 à 4 milliards d'euros, soit l'équivalent du budget d'un Etat comme le Mali et déstabilisent les Etats Africains, surtout ceux de l'Ouest. En France aussi, ils ont des conséquences. En 2016, on a compté 34 morts par armes de guerre pour trafic de drogue (à peu près le même nombre que celui de nos soldats tués en Afghanistan !).

Ensuite, il y a les migrations. En 2015 et 2016 confondus, plus de 800 000 migrants ont traversé la Méditerranée et plus de 5000 sont morts noyés. Cette misère génère des trafics, y compris celui de l'esclavage, s'insurge le général Castres, qui remarque qu'en même temps, 22000 personnes ont accosté à Mayotte, d'où les troubles récents liés à l'insécurité grandissante dans ce territoire.

La problématique n'est pas de savoir comment stabiliser les populations africaines, ou quels quotas fixer. En revanche, il faut avoir conscience que les migrations en cours sont les prémices de ce qui se prépare. En 1950, il y avait 250 millions d'habitants en

Afrique, aujourd'hui, ils sont 1,2 milliards et en 2050, ils seront 2,5 milliards. La population aura été multipliée par 10 en un siècle, elle représentera 25% des habitants de la planète et la moitié aura moins de 20 ans !

Enfin, nous sommes confrontés à l'inquiétante traînée de poudre islamo-djihadiste qui s'étend au-delà du Sahel. Le Burkina Faso fait face à un islamisme radical, qui arrive aussi en Côte d'Ivoire.

De l'autre côté, les Chebabs (le groupe terroriste le plus meurtrier au monde) sèment la terreur en Somalie et au Kenya. Ces groupes s'affranchissent de toute logique de continuité territoriale, ils s'entraident, coopèrent et trouvent des arrangements opérationnels pour progresser. Le Yémen finance certains de ces groupes, comme le Qatar qui aide actuellement les rebelles au Tchad.

Toute cette constellation djihadiste est quatre fois plus nombreuse que les talibans en Afghanistan et deux fois plus proche de nos sanctuaires, ce qui est très alarmant, observe le Général Castres. De plus, la menace change. Il y a une extension de la zone d'évolution (2,4 millions de kilomètres carrés, soit quatre fois la France, au Sahel). Le périmètre d'action est beaucoup plus vaste, les groupes réagissent plus vite et les crises ne sont plus séparées, même si elles sont cloisonnées géographiquement. Il faut aussi prendre en compte la très forte adaptabilité de nos adversaires.

Comme la tentative de créer un Etat au Sud Mali a été un échec, les djihadistes se tournent vers une territorialisation souterraine, comme à Djenné sur les rives du fleuve Niger, où ils ont attaqué le chantier de construction d'un barrage et provoqué d'importantes destructions.

DEVELOPPER LES STRATEGIES DE COOPERATION

Nous devons nous forcer à faire preuve de lucidité et de modestie. L'éradication de la misère et de l'idéologie qui s'en nourrit, sont hors de portée militaire. Mais les problèmes de l'Afrique sont aussi nos problèmes et nous devons trouver des solutions tous ensemble. Il faut élaborer une stratégie d'action générale, être opérationnel sur le plan international. Il faut cloisonner les « zones infectées », pour que la « cocotte-minute n'explose pas ». Mettre en place des embargos, empêcher les livraisons d'armements, de matériel, les services de formation et aider tous ceux qui combattent nos ennemis.

Il faut aussi confiner le plus possible les « cellules cancéreuses » et renforcer les pays fragilisés. Et intégrer une nouvelle dimension dans l'espace de bataille, qui est l'espace informationnel. Avec, notamment, l'utilisation des réseaux sociaux à des fins de propagande contre les Etats maliens et français. Ce nouveau paramètre leur permet aussi de recourir à des modes d'action asymétriques et de contourner

notre avance technologique. Par exemple, pendant la bataille de Mossoul, Daesh a envoyé 1000 drones achetés en Chine, en libre-service sur internet. Destinés aux enfants, ils ont été armés avec des explosifs. Ces évolutions réduisent les Etats et les organisations internationales (ONU, OUE, UE) à l'impuissance. Ils n'ont, ni la flexibilité, ni la réactivité suffisante, pour gérer ce genre de menaces.

Ils doivent trouver d'autres ripostes et notamment renforcer la crédibilité politique, économique et sociale des Etats assaillis. Les aider à se doter de constitutions « robustes » qui les mèneront vers une vraie alternance politique, note le général Castres qui plaide pour un rapprochement entre l'Afrique et l'Union Européenne, qui doit s'impliquer davantage. Autre direction à suivre, relier et coordonner les stratégies élaborées au Nord et au Sud. Et enfin, faciliter l'intégration Sud/Sud, avec déjà une initiative intéressante, le G5 Sahel. La création de coalitions comme celle-ci (avec le Niger, Tchad, Mali, Mauritanie, Burkina Faso) est une bonne solution pour résoudre les problématiques locales, Il y a déjà des structures équivalentes pour lutter contre Boko Haram et les pirates de la Corne de l'Afrique, se félicite le Général Castres.

Les grands discours ne suffisent plus. Il faut trois critères « **willing, fighting, funding** » pour qu'une coalition marche. Tous les pays doivent accepter le principe d'envoyer des troupes et ne plus se satisfaire d'une aide matérielle et financière.

La France continuera à jouer un rôle particulier, car rien ne peut se faire sans elle, mais elle devra aussi assumer les critiques qui lui seront adressées, conclut le Général Castres.

Ce brillant exposé a été suivi d'un débat riche en échanges comme à l'accoutumée et qui a été animé par le Vice-amiral Jean-Louis Vichot, vice-président de Géostratégies 2000.

Christophe Bouchez (Avocat-Cabinet Veil-Jourdes) :
Au Mali, l'armée française est-elle prise entre le marteau et l'enclume, les Touaregs et les islamistes ?

Comment voyez-vous l'issue de l'opération Barkhane ?

Avant le lancement de l'opération Serval, trois points me semblaient essentiels pour aboutir à une solution. L'Algérie avait un rôle clé à jouer, un accord de paix devait être mis en œuvre et le robinet idéologique, les armements qui venaient de Libye devaient être fermés. Or, cinq ans plus tard, rien n'a été satisfait. Il faut reconnaître qu'il y a eu aussi beaucoup de mauvaise volonté de la part du gouvernement de Bamako.

En dépit de cela, Serval, sur le plan tactique, a été un succès extraordinaire. Nous avons désarticulé toute la structure terroriste.

Serval a été remplacé par Barkhane. Dans cette seconde phase, ce sont les forces armées maliennes qui sont en première ligne, mais cela ne fonctionne pas. Les autorités maliennes ne maîtrisent pas la situation. Elles ont perdu 400 soldats dans une attaque contre les Touaregs et leurs troupes ne veulent pas mourir pour leurs chefs corrompus.

Il y a un grave problème de confiance vis à vis du pouvoir politique et militaire. Qui n'existe pas avec les Forces Spéciales Française. Avec elles, les Maliens sont repartis se battre.

Quid de la mission de l'ONU en République Démocratique du Congo ?

C'est la plus grosse opération de l'ONU menée à ce jour (avec des chars lourds et des drones). Mais la situation s'enlise, il y a trop d'intérêts divergents. La situation est restée inchangée depuis 10 ans, avec toujours des foyers de rébellion.

Vice-Amiral Jean-Louis Vichot : Quelles sont les ambitions d'Israël et de la Chine ?

Général Léné: Quel rôle et quelle stratégie pour la Russie?

Pour Israël, c'est la logique « business » dans le domaine de la sécurité et de la défense, qui prévaut. Israël est très présent au Cameroun, où il équipe, arme et entraîne les armées.

La Chine, quant à elle, poursuit une stratégie à long terme. Elle investit dans l'agriculture, finalise sa « Route de la Soie », avec la construction d'entrepôts gigantesques à Djibouti, où seront concentrés tous les produits manufacturés en partance vers l'Afrique et l'Europe.

En 2030, la Chine sera la première puissance économique mondiale. Elle doit sortir de son pays. L'Afrique lui offre un débouché économique et aussi des ressources vivrières. La Chine est également le premier contributeur aux opérations de maintien de la paix de l'ONU. Elle revendique une position hégémonique en Mer de Chine et affirme sa puissance partout dans le monde.

La Russie exploite de l'or et des minerais dans le Nord du Centrafrique. Si elle ne montre aucun intérêt particulier pour l'Afrique, en revanche son message est clair. Qu'il s'agisse de la Crimée, de la Syrie ou du

Donbass, elle montre clairement que l'avenir du monde ne se fera pas sans elle.

Elle reprend toute sa place dans l'organisation des relations internationales et a reconstruit en 15 ans une armée globale, très bien équipée, avec de la haute technologie, qui peut conduire des opérations intégrales. La Russie est revenue militairement et diplomatiquement sur le devant de la scène, tout comme la Turquie et la Chine. On assiste au retour des Empires.

Jean-Pierre Duport (Préfet Honoraire) : Comment voyez-vous les évolutions dans la Corne de l'Afrique ? Quid de la Somalie et du Mozambique ?

Dans la Corne de l'Afrique, l'Union Africaine a mis en place un dispositif pour tenter d'enrayer les conflits. Des équipes pluridisciplinaires établissent les forces et faiblesses de chaque pays visité, proposent une feuille de route puis tirent un bilan. Cela fonctionne assez bien au Kenya. Bien sûr, la Somalie ne peut en faire partie, mais pour le moment, l'insécurité et les attaques terroristes ne débordent pas trop de ses frontières.

La Tanzanie est un pays qui n'est pas protégé du terrorisme. Le premier gros attentat anti américain y a été perpétré. Pour la France, la Tanzanie, tout comme le Mozambique ou le Sud Soudan, ne font pas partie de ses priorités. Elle les considère comme appartenant à la sphère britannique et américaine. Nous sommes le produit de notre culture historique.

Paul Drezet (Magistrat H à la Cour des Comptes): La francophonie est-elle une chance pour l'Afrique, pour la France et donc, pour l'Occident ?

La RGPP (Révision Générale des Politiques Publiques) a fait beaucoup de mal à notre francophonie. Le Quai d'Orsay a payé une addition très lourde, dans la réduction des budgets, notamment auprès des centres culturels. Donc, l'apprentissage du français a été touché de plein fouet. Or, la capacité d'un pays à peser sur le monde dépend de sa démographie, de son économie, de son outil militaire, mais aussi de sa culture et de sa langue. Or, ce rayonnement se rétrécit. De moins en moins de personnes parlent correctement le français en Afrique, c'est un recul.

Malheureusement, je ne suis pas sûr que la francophonie soit encore une priorité, ce qui va encore accentuer cette perte de vitesse.

Marie-Clotilde HINGRAY – Propos non revus par intervenants

« LE TRANSHUMANISME FAIT-IL PEUR ? »

Ce sujet qui est d'actualité suscite des peurs parfois incontrôlées. Faut-il vraiment en avoir peur ? L'homme a toujours rêvé d'être réparé, augmenté jusqu'à vouloir abolir la maladie et la mort. C'est l'origine de la doctrine du transhumanisme qui annonce que l'homme pourra atteindre l'immortalité. *Géostratégies 2000* recevait le 22 mai Christophe Habas, professeur de médecine spécialisé dans les neurosciences à l'hôpital des Quinze-Vingts. Peut-il répondre à notre interrogation : devons-nous avoir peur ou non de cet homme augmenté, devons-nous être méfiants ou optimistes face à cette évolution ?

Le professeur Christophe Habas a été Grand Maître du Grand Orient de France et il souhaite apporter ici une vision humaniste du transhumanisme. Il souligne que c'est un sujet sur lequel la France a 50 ans de retard. On ne peut que constater l'inertie de la « vieille Europe » face aux Etats-Unis, au Japon, à la Corée du Sud et à l'Inde emportés par le transhumanisme qui a aujourd'hui quitté le registre de la philosophie pour entrer dans le registre de la politique. Il s'agit d'un grand récit qui organise les forces sociales et politiques du pays, c'est une révolution civilisationnelle.

Comment est-on passé d'un courant seulement philosophique à un courant politique ?

Le transhumanisme est un courant philosophique qui fait sien la perfectibilité de l'être humain, un être qui n'a aucune essence particulière, qui a pris conscience qu'il pouvait dépasser sa condition humaine. Cette philosophie exprime la liberté, utilise l'esprit critique et la raison d'où le nombre de courants auxquels le transhumanisme peut se référer.

Quels sont donc ces courants d'où dérive le transhumanisme ?

Il y a d'abord :

- **Le courant rationaliste et scientifique** : l'approche de l'existence humaine est basée sur la raison mais aussi :
- **Le courant technophile** dont le chef de file est Auguste Comte, ce courant reconnaît trois âges successifs : l'âge religieux où le monde est expliqué par l'existence de forces supra naturelles, l'âge métaphysique où les grandes idées structurent la société et l'âge positiviste qui s'appuie sur la notion de progrès. La philosophie du progrès permet d'affirmer la perfectibilité de l'être humain.
- **Le courant matérialiste** athée ou au moins gnostique : l'esprit dérive de la vie qui dérive de la matière, donc il n'existe pas d'opposition entre l'esprit et la matière et donc on peut artificialiser la vie et l'esprit.
- **Le courant mélioriste** : l'avenir de l'humanité s'appuie sur l'augmentation des capacités de

l'être humain en convoquant les nanotechnologies, les biotechnologies, les technologies de l'information, les sciences cognitives (NBIC); l'ensemble de ces domaines NBIC doivent converger d'un point de vue scientifique et politique pour se mettre à disposition de cette philosophie de l'être humain.

- **Le courant futurologique** : il s'agit d'explorer l'existence des scénarii qui permettront l'augmentation des capacités humaines.
- **Le courant politique** : le transhumanisme est un des grands récits du capitalisme : cette vision de l'être humain sert de philosophie à ce qui n'était qu'un mécanisme aveugle des grandes forces de production. Le courant politique est porté par les firmes transnationales (FTN) en particulier les Google Amazon, Facebook, Apple (GAFA) sans oublier leurs équivalents chinois. Ces FTN ont un pouvoir de financement considérable et une puissance technique inégalée qui peuvent en remonter aux Etats comme Apple en Californie. Les FTN travaillent avec les Etats car leurs technologies sont utilisées par les armées, la police et le renseignement, l'intelligence artificielle exploite les données du renseignement. Ainsi Google et Facebook développent des algorithmes qui permettent d'anticiper des actions notamment avec le Deep Learning. Le transhumanisme est structuré depuis une trentaine d'années. Dans

les années quatre-vingt, nous retrouvons Max Moore, David Pierce, Nick Bostrom et Ray Kurzweil qui a développé l'université de la singularité à Palo Alto qui accueille des chefs d'entreprises, des banquiers, des politiques pour sensibiliser ces décideurs aux avancées technologiques au service de l'algorithmisation de la société et de l'arrivée du transhumanisme. Le transhumanisme s'affirme dès lors comme un courant technomessianique prônant l'avènement d'un être nouveau. C'est un courant prométhéen et démiurgique.

Le mythe fondateur du transhumanisme est le courant libéral mais y participent aussi des courants socio-démocrates qui promeuvent une organisation sociale plus distributive. Le transhumanisme prospère dans le cadre d'une humanité en transition. Pour l'instant cette transition s'exprime dans les laboratoires, dans le domaine de la recherche fondamentale et de la médecine. La recherche s'appuie sur la volonté d'éradiquer la maladie, la vieillesse et la mort toutes choses vues comme des handicaps. Il s'agit donc d'éradiquer tout élément de faiblesse et de permettre à l'être humain de se retrouver dans une situation d'ataraxie.

Les techniques utilisées sont nombreuses : si le génome est décrypté et compte de 25000 à 30000 gènes, son fonctionnement est plus compliqué à comprendre.

Il existe aujourd'hui la technologie appelée CRISPR/Cas9 qui est un système simple, rapide et efficace pour couper l'ADN à un endroit précis du génome, dans n'importe quelle cellule. Or, il existe environ cinquante gènes pour l'intelligence et il est tentant pour un transhumanisme d'agir sur ces gènes pour augmenter les capacités mentales de l'individu. De même il est tentant pour lui d'intervenir sur le processus de vieillissement en modifiant ce gène et les cellules qui programment l'obsolescence. Des expériences sont actuellement menées sur des cellules de souris. Cela revient à utiliser un nano-robot pour pénétrer dans la cellule et pour y court-circuiter le processus de son renouvellement.

Les neurosciences offrent aussi la possibilité de contrôler par la pensée le fonctionnement d'un bras de

robot ou encore d'un ordinateur. On peut donc envisager de permettre à un tétraplégique d'investir un robot qui deviendrait un avatar de sa personne. Ceci permettrait de décrypter de manière indirecte le contenu de l'état de conscience : « à quel objet pensez-vous ? » - donc de mesurer la plausibilité de

l'état de conscience.

La dernière étape envisagée est le passage de l'usage médical à fins de réparation à un usage médical à fins d'augmentation des capacités humaines. Rendre la vue à un aveugle peut se faire de deux manières : soit en utilisant des cellules souches, soit en utilisant la technique de déprogrammation des cellules pour reconstituer les cellules lésées. On peut aussi imaginer une imprimante 3D qui reconstruise un organe en l'imprimant avec des tissus biologiques. Des chercheurs chinois ont ainsi reconstitué une oreille humaine. On peut enfin utiliser des prothèses par hybridation technologique : il s'agit de placer un microprocesseur sur la rétine, de relier des lunettes à ce microprocesseur puis de stimuler la rétine ; le cerveau renvoie des images et le sujet recommence à voir. Dans ce cas, la voie normale de la vision est utilisée. Mais on peut aussi aujourd'hui se brancher directement sur le cerveau avec la technique dite de l'optogénétique. Il existe en effet des algues qui disposent d'une protéine capable de capter la lumière utile pour leur photosynthèse. On va chercher le gène qui code ce pigment, on l'insère dans la cellule nerveuse qui devient sensible à la lumière à son tour. En activant ou en désactivant une source de lumière par l'intermédiaire d'une fibre optique sur des zones de cellules du cerveau d'une souris ainsi modifiées, un chercheur peut faire aller ou venir une souris selon sa volonté. Une expérience comparable a été menée sur des souris héroïnomanes ou encore dépressives pour combattre leurs maux en agissant sur les zones correspondantes de leur cerveau.

Ces techniques montrent la puissance de cet outil et une certaine capacité de contrôle des mécanismes inconscients du cerveau.

Cette méthode peut aussi être utilisée pour contrôler l'expression des gènes dans le génome sans avoir besoin de substituer un gène donc sans intervention mécanique. Ainsi pour la vision, il faut cibler les régions du cerveau qui la déterminent, les relier via des diodes luminescentes à des caméras neuromorphiques capables de détecter les mouvements. On va donc vers la détection neuromorphique dans le cerveau. De telles caméras pourraient élargir le spectre de la vision en permettant de voir aussi les ultraviolets comme les infrarouges. Cela augmenterait les capacités de l'être humain qui verrait comme une abeille.

Si on envisage de tels dispositifs nanométriques au niveau des cellules du cerveau (un cerveau= 100 milliards de neurones), ces dispositifs seront annexés par les cellules mais on brouille ainsi les frontières entre l'artefact et le naturel, ce qui pose la question éthique de la frontière entre l'humain et la machine.

Aujourd'hui nous avons la capacité technologique d'imaginer l'augmentation de l'être humain.

Les transhumanistes cherchent donc à faire passer

ces technologies de la recherche fondamentale à la production industrielle pour que chacun puisse se reconfigurer et accroître ainsi ses capacités physiques et mentales. Ainsi l'implantation de prothèses permettra d'accroître les capacités au-delà des capacités humaines et cette intrication entre l'humain et la prothèse sera telle que l'on pourra parler d'un nouvel être !

Nous passerons alors du transhumanisme au post humanisme avec un cyborg animé par une intelligence artificielle d'origine humaine. Un nouvel être prend forme et l'être humain devient une scorie de l'humain.

Cette évolution est le résultat de trois mouvements successifs :

- la mécanisation du corps avec la prothèse, l'humanisation de l'intelligence artificielle : le projet de l'intelligence artificielle est né en 1956 et s'est renouvelé aujourd'hui avec le concept de deep learning : l'intelligence artificielle est capable de travailler mieux, de généraliser, de reconnaître, d'abstraction, d'apprendre sans que l'homme lui dicte ce qu'elle doit faire. Elle a accès au langage, à la sémantique.

Ces deux démarches peuvent se retrouver dans la robotique. Il s'agit d'une mécanisation de l'humain, l'intelligence artificielle acquiert de l'autonomie pour le déplacement dans l'espace par exemple et émerge une entité autonome, c'est l'hybridation entre l'être humain et la machine.

CONCLUSION

Ce que veulent les transhumanistes, c'est se substituer à l'évolution naturelle et devenir le moteur volontariste et conscient de leur évolution en reconfigurant l'humain, en créant une nouvelle espèce. L'évolution naturelle a permis l'émergence du vivant mais le corps est une incarcération de l'esprit ; il faut donc désincarcérer l'esprit, aller au-delà des limites du corps et mettre la conscience sur une clé USB que l'on pourra brancher n'importe où. On aboutit à une détestation du corps et à une volonté de se débarrasser du corps biologique (cf. la gnose chrétienne du II^{ème} siècle).

Cette vision de l'être humain autosuffisant est hyper-individualiste. Le transhumanisme converge avec une vision ultralibérale de l'être humain. Il n'y a plus d'humanisme car le but du transhumanisme est la démesure et l'absence de limites, ce qui aboutit à la disparition de l'humanisme des lumières dans les limites de la raison humaine (cf. E. Kant). Le transhumanisme divinise l'être humain.

Quel que soit le bien fondé des anticipations technologiques, il s'agit d'une vision philosophique et sociale qui est en train de nous amener au bord d'une révolution de civilisation : y-a-t-il une augmentation des capacités mentales ou une simplification de l'individu

qui n'existerait plus que par l'intermédiaire de prothèses ?

QUESTIONS

M. François-Xavier Martin (Secrétaire général, trésorier de *Géostratégies 2000*) : **La société n'a pas besoin d'individus ayant tous les mêmes capacités. Comment faire le choix entre individus devant bénéficier de telle ou telle augmentation de capacités ?**

Mme Marcelle Kermorvant (Médecin général de santé publique (ER)-Auditeur IHEDN) : **Qu'en est-il du respect de l'éthique (par qui et comment sera décidée l'attribution des progrès ?**

Le risque est l'homogénéisation de la société qui se traduit par la fin de la diversité dans une société planifiée ; il y a un risque d'eugénisme et donc de darwinisme social (Max Moore) : ceux et celles qui ne veulent pas entrer dans ce système auront mérité leur sort ; on se place dans une optique de la responsabilité. Mais il existe d'autres courants plus modérés : il faut selon ces courants une structure providence qui assure une redistribution du progrès. Néanmoins les comités d'éthique actuels sont incapables de faire face aux GAFAs. Il est difficile d'encadrer d'un point de vue éthique les multinationales et la Chine d'autant que les FTN fonctionnent avec les Etats et que la Chine refuse tout contrôle.

Jean-Claude Damerval (Consultant en stratégies internationales) : **Que deviennent dans le cours de ces développements le libre-arbitre et la personnalité de l'être humain ? Quels sont les risques de manipulation par certains pays comme la Chine des êtres humains et de « production de nouveaux esclaves » ?**

Andrew Lloyd (Alumni Oxford) : **Vous parlez d'un être augmenté. Ne s'agit-il pas plutôt d'un être diminué car beaucoup plus facilement manipulé et contrôlé par d'autres (personnes, machines, régimes) ?**

Il y a une ambivalence dans l'usage des technologies qui vont de plus en plus s'invibiliser. Il existe déjà des tatouages électroniques, des bio-puces qui rendent la vie plus confortable mais qui rendent aussi plus dépendants d'autant plus que leur contrôle est difficile. Cela peut aboutir à la disparition de la vie privée, ce qui pour certains transhumanistes est une aberration. D'autre part le libre-arbitre est l'idée que nous sommes capables de donner une vision globale du monde. Si nous déléguons cette vision à une prothèse il y a un risque d'appauvrissement de l'univers mental, il faut donc garder des capacités d'interprétation du monde. C'est là l'enjeu.

Dans la médecine prédictive, préventive et personnalisée, les paramètres vitaux sont enregistrés. Cela peut être positif pour l'individu mais les mutuelles

et les assurances peuvent aussi le contraindre à un code de vie qui le dépossède de sa liberté. Il s'agit d'une aliénation par les technologies. Aux Etats-Unis, au Royaume Uni et en Allemagne, on utilise des réseaux neuronaux pour reconnaître les émotions sur les visages, les gestes incontrôlés dans les aéroports. Cela aide à la sécurisation des aéroports mais cela introduit aussi un contrôle sur les individus.

Jean-Louis Pierrel (Relations universitaires IBM) : *L'Histoire nous a enseigné que l'humanité finit toujours par utiliser les innovations technologiques quels que soient leurs inconvénients. Il est probable qu'une partie de l'humanité va diverger en acceptant une hybridation technologique et une modification de son génome. Pensez-vous qu'ils pourront cohabiter avec la partie du monde qui refuse ces changements ?*

Vice-amiral (2S) Jean-Louis Vichot : *Vous présentez une vision pessimiste du pouvoir politique. En Chine, Baidu compose avec le pouvoir politique qui a gardé la main dessus. Le pouvoir politique peut-il encore encadrer, le RGPD encadre-t-il en Europe ?*

Certes c'est une vision pessimiste pour sensibiliser les populations. La Chine est un régime totalitaire et utilisera ces techniques.

La globalisation du capitalisme cognitif va au-delà des Etats qui n'ont pas les mêmes moyens ; le transhumanisme veut aussi lutter contre les Etats et les faire disparaître.

D'où une humanité à deux vitesses ? Le coût des technologies diminuera et leur accès en sera plus facile pour tous ceux qui pourront se les offrir. Il y aura donc des inégalités sociales mais que dire de ceux qui refusent les recherches sur ces sujets ? Il y a eu des actions violentes contre des laboratoires et des envois de colis piégés contre les chercheurs impliqués dans ces projets : l'illettrisme des techniques peut annoncer un rejet violent de ces recherches.

Raymond Douyère (Président de Géostratégies 2000) : *En ce qui concerne l'enjeu économique, en particulier en ce qui concerne les GAFAs, les Etats ne peuvent-ils pas contrôler les GAFAs, ne peut-il y avoir une volonté collective pour empêcher cet état de fait ? Les technologies employées par les GAFAs sont-elles sans limites ?*

Cela est compliqué à contrôler car chacun est devenu le protagoniste de ce développement en utilisant de manière addictive ces technologies. Les technologies

sont un élément de confort et d'aliénation. Dans la société libérale que nous connaissons, les GAFAs rachètent toutes les start-ups. Le but n'est pas le contrôle ni l'éthique mais la nécessité de ne pas prendre de retard dans le domaine de l'intelligence artificielle. Il faut donc créer « un Google européen » mais vouloir insuffler de l'éthique dans ce mouvement est un combat perdu d'avance.

Elisabeth Couffignal (Consultant) : *Les patrons des GAFAs aujourd'hui offrent un contre-exemple de vie connectée et interdisent par exemple à leurs enfants l'accès au réseau. De plus des recherches sont menées pour savoir pourquoi il y a une telle densité de centaines dans certains endroits du globe. Ne faut-il pas aller dans ce quotidien pour vivre mieux ?*

Les patrons donnent un contre-exemple mais la majorité ne vit pas comme eux. Le modèle qui domine est celui du modèle transhumaniste homogénéisé, compatible avec une certaine dose d'éthique.

Jean-Louis Pierrel : *IBM est hostile à l'université de la singularité et a refusé de soutenir son installation en France. La présentation que nous avons eue de QWANT et le RGPD ne permettent-ils pas de penser qu'il existe quelques espoirs ?*

Jean-Pierre Dupuy définit ainsi le « catastrophisme éclairé » : nous savons la catastrophe imminente mais nous n'y croyons pas. Il faut rendre la catastrophe crédible pour que nous mettions tout en œuvre pour l'empêcher. La technique nous donnera la solution mais la temporalité de la technologie n'est pas celle de la catastrophe annoncée.

L'intelligence artificielle fait peur mais il faut la développer. Nous allons vers l'idée que l'intelligence artificielle doit être plus performante que l'être humain, qu'elle puisse trouver une solution sans que l'homme ne l'ait programmée.

Il y a un changement du rapport à la science avec la volonté de créer une entité autonome. Le « syndrome de Frankenstein » existe mais il ne faut pas craindre le progrès même si l'on peut craindre que l'entité créée par le progrès échappe au contrôle de son créateur.

Marielle Vichot – Professeure agrégée d'Histoire (ER) administrateur de Géostratégies 2000.

« L'IMMIGRATION, REALITE ET FANTASME : MENACE POUR L'EUROPE ? »

Le mardi 3 juillet, avant la trêve estivale, Géostratégies 2000 a reçu dans les salons du Palais du Luxembourg, et autour d'un petit-déjeuner, François Héran, Professeur au Collège de France et titulaire depuis 2018 de la chaire « Migrations et Sociétés ». Cet ancien directeur de l'INED, auteur de plusieurs ouvrages sur l'immigration, nous a apporté son éclairage de chercheur, et nous a démontré que les migrations actuelles, perçues comme des dangers, tenaient plus du fantasme que de la réalité. Il a plaidé pour plus de rationalité dans les discours politiques et pour l'élaboration d'une véritable politique européenne sur ce sujet.

Il est dommage que les hommes politiques ignorent encore trop souvent les données fournies par Eurostat sur l'asile, déplore, dès le début de son intervention, François Héran. Elles sont pourtant très fiables, car les Etats fournissent des chiffres très précis, comparables d'un pays à un autre. En 2016, par exemple, l'Allemagne a reçu 800 000 demandes d'asile et 440 000 ont reçu une réponse positive. La même année, la France a traité 130 000 dossiers et 27% ont été acceptés. Il faut raisonner « per capita », par rapport à la population du pays d'accueil. Par exemple, en 2016 et 2017, c'est la Suède qui se révèle la plus accueillante, avec 10 200 personnes pour 10 millions d'habitants. Elle est suivie de l'Allemagne, de l'Autriche, mais aussi de Chypre et Malte, exposés à l'afflux de demandeurs. Avec moins d'un million d'habitants, ils ont accueilli respectivement 1000 et 1400 migrants. La France, proportionnellement à sa population et à son PIB, se trouve au 16ème rang. Le Royaume-Uni se situe derrière nous, tout comme l'Espagne et le Portugal, tous deux traditionnellement pays d'émigration qui ont connu une forte immigration dans les années 2000, période de grande prospérité économique, avant d'être secoués par une grave crise, qui a renversé la tendance.

Les pays de l'ancien Bloc de l'Est, quant à eux, ont connu l'isolement communiste et n'ont jamais été habitués à une immigration de travail. Ils n'ont pas non plus un passé colonial qui pèse sur les voies de l'immigration. Et le nationalisme anti musulman y est très ancré. Le catholicisme et l'orthodoxie forment un rempart contre l'immigration.

La Pologne se démarque quelque peu, avec une forte immigration de travail, qui vient d'Ukraine et qui est temporaire, remarque François Héran, qui ne peut que constater la forte division de l'Europe.

UNE PEUR INFONDÉE

Certes, le nombre de migrants recensés dans le monde est en augmentation, mais la proportion reste faible, d'autant plus que la population mondiale

s'accroît depuis 1990. Et 95% de la population mondiale n'a jamais bougé. Les géants démographiques que sont la Chine et l'Inde (38 à 40% de la population mondiale) émigrent très peu (seulement 2% de Chinois), tout comme le Brésil ou le Nigéria. En Afrique de l'Ouest, on observe une migration inter régionale. Beaucoup de Burkinabés sont partis en Côte d'Ivoire. Il y a également une très forte émigration interne au Proche Orient. Les pays du Golfe attirent beaucoup, notamment depuis les pays d'Asie du Sud, comme l'Inde, le Sri Lanka, les Philippines, le Bangladesh ou le Pakistan. Ces flux migratoires sont les premiers au monde en quantité. 80% de la population des Emirats est émigrée, sans regroupement familial. L'autre grand couloir migratoire part de l'Amérique Centrale, direction l'Amérique du Nord, avec 11 millions de Mexicains aux USA.

Contrairement aux idées reçues, la proportion d'Africains émigrant en Europe est faible, à l'exception du Maghreb dont 3,5 millions d'habitants sont partis en Europe de l'Ouest, 1 million en Europe du Sud et de plus en plus au Proche Orient (2,8 millions). L'Afrique subsaharienne circule très peu (seulement 0,4% des migrants dans les pays de l'OCDE actuellement, et une prévision, à terme, de 2,4%). C'est une évidence, martèle François Héran, pour migrer, il ne faut pas être trop pauvre. La migration internationale est très basse dans les pays les plus défavorisés. Il faut lutter contre le préjugé selon lequel c'est « toute la misère du monde qui émigre ». Cette affirmation ne repose sur rien de rationnel. Lorsque l'on naît dans un pays pauvre, l'opportunité de migrer vers un pays plus riche est extrêmement faible. Près de la moitié des migrants de pays pauvres partent vers des pays aussi pauvres que le leur.

Face à ces flux migratoires, quelles sont les capacités d'accueil, s'interroge François Héran. Sur quels critères, économiques, démographiques, socio-politiques, se base-t-on ? S'il n'existe pas de définition scientifique, on se heurte, en revanche, très vite à du concret. En France, il y a un manque d'anticipation, contrairement à ce qui se passe aux Pays Bas ou en Allemagne, très impliqués en amont, explique-t-il, avant de revenir sur notre histoire migratoire.

UN PAYSAGE EUROPÉEN CONTRASTÉ

En France, depuis le début des années cinquante, les migrants arrivent. Ce sont les « Trente Glorieuses », il y a une corrélation très nette entre la croissance économique et le nombre de migrants. Puis, en 1962, un million de rapatriés d'Algérie affluent à leur tour. L'année 1973 sonne la fin du Baby-Boom, avec la guerre du Kippour et le prix du pétrole multiplié par quatre. Le gouvernement interdit alors la migration de travail et les Algériens décident de rester et de faire venir leur famille. On découvre que le migrant n'est pas seulement un travailleur, mais aussi un sujet de droit...

En Allemagne, le contexte est différent. Le Baby-Boom est tardif et plus bref, et le nombre des décès dépasse depuis quelque temps, celui des naissances. Autre particularité, l'Allemagne a accueilli un grand nombre de réfugiés de tous les conflits du Sud Est de l'Europe. En 1992, plus de 800 000 personnes émigrent en Allemagne, dont 400 000 originaires des Balkans. Elle a donc déjà expérimenté de fortes migrations. A chaque crise, la France accepte 8 à 10 fois moins de réfugiés, en brandissant l'excuse de son éloignement géographique des conflits...

L'Espagne, après son entrée dans l'Union Européenne en 1986, connaît un fort développement économique et immobilier. Dans les années 2000, elle devient le plus grand pays européen d'émigration, mais la crise de 2008 stoppe net cette évolution et l'émigration repart.

Les profils des pays européens sont tous différents, constate François Héran, mais l'attribution de titres de séjour suit la même logique. Ils sont de moins en moins durables et fluctuent avec la situation économique. Leur nombre est assez stable en France (en 2016, le niveau est le même qu'en 2008). Parmi les pays qui en délivrent le plus, on retrouve le Royaume Uni et l'Allemagne, mais aussi la Pologne, avec les travailleurs ukrainiens. En revanche, le niveau est plus bas en Espagne et en Italie, pays où le marché du travail est moins attractif.

Au-delà de l'Europe, le Canada, l'Australie et la Nouvelle Zélande ont une immigration de travail très forte et qualifiée. Les postulants doivent parler couramment l'anglais, avoir un diplôme d'études supérieures et un métier à forte valeur ajoutée. Au Canada, on ne parle pas de « quotas », mais « d'objectifs ». Aux USA, on retrouve un peu le « profil à la française » moins qualifié, un peu comme en Allemagne.

il est urgent et impératif de définir les grandes lignes de notre politique d'immigration, conclut François Héran.

Après ce passionnant exposé, Raymond Douyère, Président de Géostratégies 2000, a animé le débat, riche en échanges.

Jean Mallot (Contrôleur Général Économique et Financier. Ministère de l'Économie et des Finances) : *Votre discours, cohérent et rationnel, est très clair. Mais, un gouvernement qui le reprendrait, serait certain de perdre les élections et de laisser la place à des partis jouant sur la peur. Comment sortir de ce piège ?*

La classe politique doit-elle faire une politique d'opinion ? Je ne le pense pas, car ce n'est pas de la démocratie. Le bon sens ne suffit pas. Les hommes politiques devraient faire preuve de moins de démagogie et de plus de pédagogie. Ils doivent s'appuyer sur des éléments factuels et statistiques pour nourrir le débat. La rationalité doit dominer. Tout discours doit être dosé en fonction de l'audience.

On assiste à un chassé-croisé entre la droite et la gauche sur deux sujets ; : le temps de travail et les flux migratoires. Chacun a ses marqueurs identitaires et dénonce les effets pervers des bonnes intentions de l'autre. Mais, ne devraient-ils pas aussi réfléchir aux arguments, se demander si ce qui vaut pour un domaine, ne vaudrait pas aussi pour un autre ?

L'homme politique devrait faire preuve de moins d'« ethos », avoir moins envie de produire une impression favorable, au profit de plus de « logos », s'appuyer sur un discours rationnel, logique et argumenté.

Yves Montenay (Démographe vulgarisateur) : *A-t-on connaissance de l'activité professionnelle, de l'âge, de l'origine des migrants ?*

Il y a une enquête « emploi » en France. Chaque année, 100 000 personnes sont interrogées. Cela nous donne des informations sur les secteurs où travaillent les émigrés de première génération (nettoyage, entretien, sécurité...), mais aussi ceux de la seconde génération, souvent plus qualifiés. Il faut savoir exploiter ces données, qui se trouvent dans les publications périodiques de l'Insee.

Jean-Pierre Duport (Préfet honoraire) : *Y a-t-il des travaux sur le lien entre le taux de fécondité et les stratégies migratoires ?*

Selon les projections démographiques de l'ONU, la population de la Suède augmente. En France et au Royaume Uni, elle est stable. En Allemagne, elle baisse (-24%), tout comme en Italie, en Espagne et en Europe Centrale. Il est à noter que le taux de fécondité français, assez élevé, demeure une exception.

Ce qui est intéressant, c'est de regarder ce qui se passerait dans 50 ans, sans migration. L'Allemagne connaîtrait une baisse de 42% de sa population et la France de 10%, et non pas de 1%, comme ce qui est prévu. Une émigration de complément est donc nécessaire en France.

La part des émigrés dans le taux de fécondité en France est exagérée. En fait, leur surcroît est très faible : la présence de femmes étrangères fait passer le nombre moyen d'enfants par femme vivant en France de 1,8 à 1,9. D'ailleurs, dès la seconde génération, il y a un alignement sur le taux national de fécondité.

Aurélien Lambert (Directeur sûreté/sécurité : groupe Axa), **Patrice Olech** (Professeur d'Histoire/Géographie EMC) et **Jean-Claude Richard** (Ancien Ambassadeur de France en Asie Centrale) :
Comment recenser les immigrés clandestins ?

L'AME (Aide Médicale de l'Etat) constitue le meilleur outil. En France, nous approchons des 500 000 immigrés clandestins, un chiffre beaucoup plus bas que celui des Etats-Unis. Il faut aussi noter que 30 à 40% des personnes en situation régulière maintenant, ont été des clandestins avant. Il n'y a pas de proportion fixe, c'est un mouvement continu.

Raymond Douyère (Président de *Géostratégies 2000*) : **Quelle est votre opinion sur les futures migrations climatiques ?**

Que se passerait-il si on attribuait les 2 millions de logements libres en France aux émigrés ?

Il faut d'abord se demander quelle sera la part de la migration internationale, et elle sera faible.

Avec la montée progressive des eaux, beaucoup de côtes vont être grignotées, mais cela débouchera principalement sur des exodes internes. C'est l'occasion pour moi, d'alerter sur ces discours catastrophiques qui ne reposent sur aucune base.

En France, c'est l'extrême concentration des migrants sur notre territoire qui pose problème. Ils sont attirés par la présence de la diaspora et la possibilité de logement, moins par l'emploi. Il faut revoir cela.

Pour les chercheurs américains, il y a un lien entre le dynamisme économique des villes et la concentration de migrants. Ils sont attirés par des régions prospères.

La seule exception demeure les Noirs américains qui vivent encore dans des ghettos et ne se fondent pas aussi vite que toutes les autres ethnies dans l'ensemble de la population. Souvent, et dans tous les pays, la seconde génération qui a gravi l'échelle sociale, quitte la zone où elle a grandi et qui compte une forte concentration de migrants.

Marie-Clotilde Hingray

Propos non revus par l'intervenant

« S'ENGAGER POUR REFONDER L'EUROPE »

Le 10 Octobre 2018, Géostratégies 2000 recevait, dans les salons du Palais du Luxembourg autour d'un petit-déjeuner, Philippe Herzog, Président-fondateur de l'association Confrontations Europe, membre du Conseil d'analyse économique auprès du Premier ministre, député européen de 1989 à 2004, puis conseiller spécial auprès de la Commission de 2009 à 2014.

PRENDRE DU RECUL POUR MIEUX COMPRENDRE LA CRISE POLITIQUE ACTUELLE.

Les Français semblent dépassés par l'Europe que beaucoup ne comprennent pas.

Ceci n'est pas nouveau : à l'époque de l'union de la gauche autour du programme commun (1972), il n'y a pas eu de débat entre les responsables politiques au sujet de la conduite à prendre sur l'Europe.

Par contraste, les philosophes allemands, par exemple ceux de l'école de Frankfurt, avaient travaillé après la seconde Guerre mondiale pour comprendre le nazisme et réintégrer l'Allemagne dans le cercle des Européens en créant une communauté. Ils rejoignaient en cela les personnalistes chrétiens-démocrates. Des dirigeants comme Adenauer et de Gaulle étaient chacun à sa façon des européens, ce que fut également Mitterrand par la suite.

Il est vrai que l'Europe a réussi à se créer avec le soutien et l'initiative des Etats-Unis d'Amérique qui à l'époque se souciaient d'inciter à une coopération internationale. Mais il ne faut pas minorer pour autant l'immense apport séculaire d'intellectuels et de dirigeants. En particulier Kant proposait d'unir les Européens autour d'une ambition de « paix perpétuelle ». Il suffit de lire Robert Schumann pour saisir que construire l'Europe signifiait faire œuvre de civilisation pour la paix mondiale.

Dans les années 1970 le monde et la société ont commencé de changer. La globalisation du capitalisme financier a démarré, 1968 marquait l'avancée d'une société libertaire et la révolution informationnelle voyait ses débuts à l'époque de la cybernétique. Toutes ces mutations se sont accélérées et ont muri, mais dans ce nouveau monde, les citoyens ne se sont pas encore bien approprié les défis qui en découlent.

Depuis plus d'une décennie nous connaissons les premiers impacts d'une crise du capitalisme globalisé, vecteur d'inégalités et d'insécurité profondes. Alors que nos modèles sociaux nationaux se délitent, beaucoup cherchent des boucs émissaires, au premier rang desquels se retrouvent les migrants.

Philippe Herzog n'apprécie guère la notion de populismes ni la façon d'opposer trop simplement les pro-européens aux nationalistes. Stigmatiser les

populismes, c'est être condescendant envers des peuples qui souffrent et observent que les actes des élites dirigeantes produisent des effets qui ne correspondent pas forcément aux valeurs qu'elles proclament. Des pro-européens libéraux ont quelques responsabilités dans la montée des inégalités, et les nationalistes ne sont pas toujours ceux que l'on croit. A plus de 60% les peuples européens jugent positivement les apports de l'Union et à 80% ils ne veulent pas la quitter. Il faut voir les peuples derrière les dirigeants qui - comme Orban - proclament la volonté populaire d'une démocratie illibérale.

S'ENGAGER POUR REFONDER UNE UNION EUROPÉENNE

L'Europe a besoin d'un nouveau récit qui suscite l'espoir et l'engagement. Il faut créer une communauté politique dotée d'une capacité de puissance publique, sinon l'Europe sera broyée et appauvrie. Il s'agit de relever deux défis : transformer l'Union en un Acteur global capable de régénérer la coopération internationale, et inventer un nouveau mode de développement écologique et solidaire. Ceci doit être appuyé par un vaste effort stratégique et de prospective.

Le monde a changé sous nos yeux sans que l'Europe n'en ait pris la mesure. La Chine est désormais une grande puissance qui s'organise pour dépasser les Etats-Unis en l'espace d'une génération. Ceux-ci réagissent à la manière de Trump et maintenant s'engage une période de rivalité des puissances, sans oublier les puissances régionales ou qui aspirent à l'être. Du nouveau monde, l'Europe divisée n'a pas d'autre vision que celle qui persiste à y projeter ses valeurs et ses règles. Si nous voulons espérer contribuer à façonner l'ordre mondial dans l'esprit de la reconnaissance mutuelle entre les peuples et des biens communs, l'Union doit se doter des attributs d'une puissance publique : redéfinir sa puissance économique à l'ère du numérique, faire de l'euro une

monnaie internationale, créer une défense commune ce qui suppose aussi une vision stratégique... Profondément dépendante des États-Unis au plans financier, technologique, militaire et dans le cadre de l'alliance atlantique, elle doit progressivement acquérir une autonomie pour agir à l'extérieur, avec de

nouvelles conceptions pour la paix et le développement. Pour ce faire, elle doit diversifier ses liens et trouver de nouveaux partenaires : avec la Chine qui joue sa place dans la globalisation et avec qui nous avons des cartes à jouer, avec l'Asie et l'Amérique latine... La priorité absolue doit être l'Afrique qui est la jeunesse du XXI^{ème} siècle, riche de potentiels, chez qui des investissements massifs sont absolument nécessaires à l'appui d'une croissance endogène. Non moins vitale est la nécessité de retrouver le dialogue avec la Russie, avec la Turquie et plus généralement celle de nous rapprocher de nos voisins en créant un cercle des amis.

En même temps, la réinvention du multilatéralisme est à l'ordre du jour. L'Europe qui truste plusieurs places dans les institutions mondiales doit faire la place aux pays émergents, agir pour faire rentrer la finance en société, et rénover les institutions internationales créées après la guerre qui sont toutes en difficulté. L'accueil des migrants, conçu dans une stratégie de circulation des Hommes pour l'emploi et la formation, est un test majeur.

Inventer un nouveau mode de développement s'impose quand la stagnation s'installe, alors que le mode de croissance actuel va se heurter rapidement à un mur avec la montée des mers et l'ampleur du réchauffement climatique. La difficulté est de faire face à l'impératif écologique tout en préservant la protection sociale et en créant des perspectives positives pour le travail et l'activité. Ceci implique des solidarités intra-européennes et internationales sans précédent. Au-delà de COP21 qui fixe des objectifs aux États dont les moyens sont profondément dissymétriques en termes de puissance sans que des solidarités ne soient bâties, il faut inventer une nouvelle économie politique. Le libre-échange a voulu bannir l'intervention publique sur le marché, elle redevient au contraire nécessaire, en particulier par la création d'infrastructures sociales et productives et de partenariats public-privé dans lesquels on mutualisera les ressources et les travaux.

L'espace européen est pertinent pour avancer rapidement, à condition de donner une priorité aux investissements humains (ainsi par exemple l'insuffisance des compétences est partout dénoncée). Au-delà du plan Juncker, nous avons besoin de créer une union de financement et d'investissement, avec une division intra-européenne du travail ancrée dans les régions qui devront multiplier les coopérations entre elles. Ceci implique une stratégie macroéconomique dans laquelle le budget – car l'euro sans budget est intenable – doit être un budget d'investissement et non pas seulement de transferts purs et simples.

Bâtir une communauté politique plurinationale autour de ces objectifs répondrait aux attentes des citoyens, mais ceci implique de repenser notre conception de la démocratie. Si la gouvernance de l'Union est aujourd'hui technocratique, c'est parce que nos États-nations l'ont voulu ainsi. Déjà en France, dans un État jacobin dont la structure n'a guère bougé depuis Napoléon, il y a visiblement un excès de délégation des pouvoirs au détriment de l'implication des forces vives dans toutes nos régions et de la recréation d'un ascenseur social. Dès lors que ce sont les gouvernants des États qui prennent les décisions à Bruxelles, l'Union est une démocratie délégataire au carré. Philippe Herzog a fait plusieurs rapports pour la participation des citoyens à la vie de l'Union, qui vise à les aider à vivre l'Europe quotidiennement par leurs échanges, leurs mobilités et leur capacité de faire des projets transfrontières.

Par ailleurs, il ne s'agit plus aujourd'hui de viser à créer des États-Unis d'Europe : ceci impliquerait de créer une nouvelle nation, alors que les vieilles nations d'Europe veulent perdurer par elles-mêmes. Il s'agit donc de les rapprocher. Or c'est impossible si l'on pense à créer une fédération d'États car la coopération entre nos États est particulièrement faible. Philippe Herzog propose l'hypothèse d'une Union politique différenciée (et non pas à plusieurs vitesses). Les peuples devront choisir les politiques qu'ils acceptent de partager dans des domaines de biens communs fondamentaux : l'éducation, l'industrie, la défense et l'action extérieure... Ceux d'entre eux qui acceptent d'avancer ainsi dans tel ou tel domaine pourront le faire sans que les autres y mettent de veto. Cependant, il faut en même temps dépasser la gouvernance actuelle de l'Europe qui abuse de plus en plus du recours à des règles, sans souci de la diversité et des asymétries de forces, et créer un gouvernement pour l'Union que la Commission a vocation à être.

Pour conclure, Philippe Herzog fait appel à un combat culturel pour régénérer les valeurs, lier responsabilité à liberté, repenser l'éducation et créer un espace public européen d'information et de communication.

Après l'exposé de Philippe Herzog, plusieurs questions ont été posées.

Alain BUSNEL (Gérant Rosebud Productions) : dans le contexte prospectif que vous présentez, quelle seraient les mesures immédiates à prendre après les élections ?

D'abord le lancement d'une stratégie européenne pour mettre en commun les défis de l'éducation, de la formation et du développement des compétences. Ensuite la transformation du plan Juncker en Union pour le financement et l'investissement. Enfin

l'ouverture du débat avec les Africains pour un développement massif d'investissement humain et productif à l'appui de leurs efforts.

Jean-Louis PIERREL (*Relations IBM France, Secrétaire général adjoint Géostratégies 2000*) « **Le grand jeu** » **est essentiel à l'équilibre du Monde, mais la géopolitique est rarement prise en compte par les peuples. Comment intéresser les populations à ces problématiques ?**

Lorsque l'on consulte les Eurobaromètres, on constate que les Européens mettent en tête la sécurité collective. Or les stratégies de Trump et de Xi nous obligent comme jamais à nous interroger sur les projets politiques d'ampleur que nous devons engager, qu'il s'agisse de fiscalité, de commerce, de défense et aussi de diplomatie.

Jean MALLOT (*Contrôleur général économique et financier*) : **Le Brexit est sur le point de devenir une réalité concrète. Sera-t-il un coup fatal (ou un élément majeur dans un processus fatal) porté à la construction européenne ? Peut-il être ou devenir un point d'appui pour la consolidation, voire la relance de la construction européenne ?**

Le Brexit ne sera pas le coup fatal mais c'est certainement un choc majeur pour la construction européenne. Comme je l'ai dit plus tôt, tous les peuples du continent veulent demeurer dans l'Union. Celle-ci peut amortir les impacts du Brexit mais elle ne pourra pas combattre d'autres risques de décomposition si elle n'engage pas un processus de refondation pour créer les solidarités qui nous ont fait défaut jusqu'alors. Et après la sortie du Royaume-Uni, nous devons veiller à associer les peuples britanniques à des efforts intenses de coopération dans leur intérêt comme dans le nôtre.

Pierre LEPETIT (*Consultant*) : **L'esprit européen peut-il être sauvé grâce au développement, pour notre jeunesse, d'universités européennes et de programmes tels que Erasmus ?**

Erasmus est toujours cité comme un modèle, mais ce programme ne touche qu'une petite minorité d'étudiants qui ne s'engagent d'ailleurs pas tous pour autant dans la construction de notre Europe. La stratégie commune pour l'éducation et la formation que je souhaite doit prendre les choses à la base : échanges systématiques de maîtres et d'élèves dès l'école primaire, programmes européens d'apprentissage pour tous faisant appel à une mobilité, création d'un réseau européen d'universités technologiques en appui.

Léna KOWALSKI (*élève terminale ES Lycée Maurice Ravel – Paris*) **Comment la jeunesse peut-elle s'engager concrètement dans les changements en faveur de l'Europe ?**

Pour votre information, commencez par fréquenter les associations européennes qui existent. Mais vous pouvez aussi créer vous-mêmes de petits cercles entre ami(e)s, et mobiliser vos réseaux sociaux. Au-delà, dans les entreprises, dans les collectivités où vous serez appelé(e)s à travailler, vous pourrez prendre des initiatives et vous inscrire dans des réseaux trans européens.

Les coopérations telles que le partenariat Euromed ont-elles encore un avenir ?

Les initiatives prises il y a plus de dix ans sont un échec car les Printemps arabes n'ont pas abouti et au contraire le djihadisme et la guerre au Moyen-Orient se sont développés. A l'évidence la coopération entre les Etats concernés ne fonctionne pas et ne peut pas fonctionner. C'est pourquoi, tout en poursuivant les efforts diplomatiques, voire les interventions nécessaires, il faut travailler davantage bottom-up, c'est-à-dire développer des réseaux d'entreprises et d'associations en cherchant à rapprocher des peuples qui souffrent de leur situation actuelle et qui auraient pu espérer une autre attitude de l'Europe.

Vous souhaitez valoriser les peuples et non les Etats, c'est très difficile...

C'est très difficile parce que nous avons pris l'habitude de déléguer les choix collectifs à nos représentants élus et à nos gouvernements. Mais l'avenir est à une démocratie de participation. Une régénération des mouvements européens et la formation d'une société civile européenne sont à l'ordre du jour et appellent un vaste effort de la vie associative. Ceci ne s'oppose pas à des progrès au niveau de la représentation mais impliquera la formation de partis politiques véritablement européens alors que ceux qui actuellement se désignent ainsi ne sont que les conglomerats de partis nationaux.

L'inquiétude est grande envers les résultats des élections européennes à venir. Qu'avez-vous à dire à ce sujet ?

Les partis qualifiés de « populistes » vont certainement progresser au point où nous en sommes, mais ils ne feront pas majorité. En revanche, ils joueront un rôle nettement plus important au Parlement européen. Mais pour que les « pro-européens » fassent un résultat satisfaisant, il ne faut pas croire que la peur des populistes suffira à mobiliser. Il faut avant tout proposer des programmes susceptibles de toucher les

gens, pas simplement sur le mode de la protection mais surtout pour leur vie quotidienne et la réduction des inégalités, et sachant les dérives et les limites de

la gouvernance actuelle, lancer la perspective d'une refondation.

Philippe Herzog est l'auteur de nombreux ouvrages parmi lesquels :

D'une révolution à l'autre - Mémoires (2018 éditions du Rocher)

Une tâche infinie (2010)

L'Europe après l'Europe (2002)

Prévisions économiques et comptabilité nationale (1968)

« DES TENSIONS AUX VIOLENCES SOCIALES, LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE SE RADICALISE-T-ELLE ? »

Le 6 décembre, Géostratégies 2000 a reçu autour d'un petit déjeuner dans les salons du Palais du Luxembourg, Jean-Daniel Levy, Directeur Général de Harris Interactive, en charge du département « Politique et Opinion ». Il a analysé et mis en perspective politique les tendances profondes qui animent la société française. Il est aussi revenu sur le malentendu de départ entre Emmanuel Macron et une grande partie de la population, qui débouche aujourd'hui sur la crise des « gilets jaunes », sous-jacente toutefois depuis des décennies.

La majeure partie des enquêtes reste confidentielle. Elles sont destinées aux acteurs du monde économique, social, syndical, économique. Ce sont le plus souvent des études qualitatives, qui permettent de suivre un raisonnement à travers des grilles de lecture, explique Jean-Daniel Levy, avant de nous broser un état des lieux de la « Maison France ». L'État s'est construit avant la Nation, c'est lui qui structure toutes les revendications. De plus, tous les 5 ans, à l'occasion de la présidentielle, une interrogation collective resurgit autour de thèmes comme « Qu'est-ce qu'être Français ? » ; « Quel message envoie-t-on au reste du monde » ; « Comment définir la singularité française ? » « Quelles sont nos valeurs communes ? »

UNE ADHÉSION DE FAÇADE

En fait, résume Jean-Daniel Levy, la fierté française repose sur deux actes de naissance. La révolution de

1789, souvent connotée positivement autour de la liberté, de l'égalité et de la fraternité et l'immédiat après-guerre (1945-46), qui a vu la création de notre modèle social, un système de solidarité entre ceux qui travaillent ou pas, qui sont malades ou non, entre générations. Il ne faut surtout pas casser cette dimension, cette « identité nationale ».

Lors de la dernière élection, en 2017, tous les pronostics donnaient Fillon vainqueur. Puis, la machine s'est grippée, à cause du « Pénélope Gate »,

mais pas seulement. Aussi parce que François Fillon laissait entendre qu'il allait remettre en cause le modèle social et les systèmes de solidarité. A première vue, le soutien à Emmanuel Macron semble important (24% au premier tour), mais il doit être relativisé. Hollande avait obtenu 28% et Sarkozy 27%. Par ailleurs, ceux qui lui apportent leur voix, sont plus dans le registre personnel que politique. Il est jeune,

dynamique, il rassemble la gauche et la droite, il n'est pas inféodé à un parti et il est optimiste. En revanche, un doute subsiste sur la thématique de campagne, sur le contrat passé. Cette nouvelle orientation posait problème à beaucoup de nos concitoyens. Il n'y avait pas de dimension emblématique, comme avec Chirac, en 1995, autour de la fracture sociale, ou Sarkozy en 2007 qui plaidait pour « le travailler plus pour gagner plus ». Ainsi, malgré son débat raté, Marine Le Pen gagne 13 points entre le premier tour (21%) et le second (34%). Un score inégalé en pourcentage et en voix, qui n'est pas un accident, commente Jean-Daniel Levy. Déjà, lors des élections européennes (2014), départementales et régionales (2015), le FN arrive en tête avec près de 28% des voix. Alors que dans ces scrutins, on vote surtout en faveur de personnes bien enracinées dans le territoire.

LE TEMPS DES DÉSILLUSIONS

Il y a eu une mauvaise interprétation du « moment présidentiel ». On réclamait du dynamisme, on rejetait les vieux partis, mais en même temps, les doutes subsistaient. Il ne faut pas oublier l'abstention record aux deux tours et l'élection de 9 députés FN. Les premières réformes, comme la Loi Travail, le Bac, la SNCF, Notre Dame des Landes, sont passées sans encombre. Le Président faisait ce qu'il disait, il n'y avait pas de trahison. De plus, la mobilisation sociale était très faible et aucune alternative n'était proposée par l'opposition. La perte de confiance est survenue durant l'été 2017, avec la suppression de l'ISF, concomitante avec la baisse de 5 euros sur les APL. On touche ici aux valeurs, note Jean-Daniel Levy. Emmanuel Macron est perçu comme le « Président des Riches », comme « arrogant », qui met en péril le principe d'égalité. De micro événements, comme la commande d'une nouvelle vaisselle pour l'Élysée, la construction d'une piscine à Brégançon, la Fête de la Musique avec des rappeurs, renforcent l'idée qu'il est là, plus pour se servir, que pour servir. On est dans l'ordre des symboles, mais cela lui coûte 7 points, et la critique se renforce. Son principal argument « Vous allez voir les résultats de ma politique économique », est de moins en moins convaincant. Le chômage et les inégalités ne baissent pas, le pouvoir d'achat n'augmente pas, la croissance est moins élevée que dans les autres pays européens. Son image se fissure, il ne semble plus maîtriser tout ce qu'il fait. Et les démissions de Nicolas Hulot et Gérard Collomb le fragilisent encore davantage.

Taxer des dépenses contraintes, comme celles liées à la voiture, était très risqué, observe Jean-Daniel Levy. Chez beaucoup de nos concitoyens, cela est perçu comme toujours plus d'efforts et moins de reconnaissance.

Fermeture des services publics (les maternités de proximité, les postes et les gares) ; flambée des prix des loyers et de l'immobilier. Conséquence : il est désormais impossible de choisir son lieu de résidence et impératif de posséder un véhicule, voire deux. De plus, le pouvoir parisien centralisé n'a plus de relais. Les espaces de confrontation traditionnels, comme les syndicats, les partis politiques et les associations ont pratiquement disparu. Le peuple est en première ligne, et malgré les violences, les « gilets jaunes » sont encore soutenus par 70% des habitants.

Ils reflètent le sentiment des classes moyennes inférieures, qui, avec les 35 heures, ont vu leur salaire stagner, voire baisser avec la quasi disparition des heures supplémentaires. Ces catégories désertent les urnes depuis le début des années 2000. Un signe qui ne trompe pas : le candidat PS ne passe pas le premier tour en 2002. Donc, conclut Jean-Daniel Levy, le phénomène « gilets jaunes » n'est pas nouveau, mais il éclate au grand jour avec des mobilisations d'un nouveau genre, orchestrées par les réseaux sociaux, et qui expriment une fracture et une incompréhension profonde. Cette radicalisation est ancrée dans les structures de la société française, mais elle peut devenir très inquiétante, si l'on ne trouve pas de débouchés à toutes ces colères, avertit Jean-Daniel Levy.

Après ce passionnant exposé, Raymond Douyère, Président de Géostratégies 2000, a animé un débat, riche en échanges.

Jean-Louis Pierrel (Relations Universitaires IBM France- Secrétaire Général Adjoint Géostratégies 2000) : Est-on dans un symbole de fond ou de forme ? Sommes-nous encore attachés à un bien commun ou l'anticipation de futur déclassement est-elle la plus forte ?

La France reste un pays où il y a une idéalisation du collectif, où l'intérêt général doit primer.

Mais, contrairement aux pays anglo-saxons, de tradition protestante, il y a toujours un problème avec la richesse, qui est perçue, comme mal partagée. La notion de solidarité, de bien commun existe encore, mais elle diffère selon les prismes de lecture.

Jean Mallot (Contrôleur général économique et financier. Ministère des finances) : Il y a une inquiétante décomposition des corps intermédiaires. Comment en est-on arrivé là ?

Le Président Macron n'est pas responsable pour les corps intermédiaires.

Pendant sa campagne, il a répondu à un reproche qui revient souvent : « Vous ne nous comprenez pas ». Les Marcheurs étaient très présents sur le terrain et c'est ce qui a fait la différence.

La clé du succès du Rassemblement National tient à la clarté de son discours. Ils décrivent concrètement (mais aussi de façon très simplificatrice) la situation que vivent les Français, qui ont l'impression d'être écoutés.

Raymond Douyère (Président de Géostratégies 2000) : Les prélèvements obligatoires français sont les plus élevés du monde, en raison notamment de notre protection sociale.

Cela peut-il encore durer ?

La France est un pays très politique. On parle plus des finalités que des moyens. On paie toujours trop et on ne gagne jamais assez. Mais comment diminuer les dépenses ? il est extrêmement compliqué de définir des zones de priorité.

Les Français sont nuls en économie, mais aussi dans la gestion de leur épargne. Le niveau de l'épargne financière est considérable (deux fois le produit intérieur brut annuel), mais l'optimisation est très mauvaise. Jusqu'en 2007, année où François Bayrou a fait passer le message, les Français ne croyaient guère au poids massif de la dette et aux déficits. Ils pensaient que c'était un argument pour mener une politique libérale. La crise de 2008 a fini de les convaincre. Et ils réalisent qu'il peut y avoir des conséquences sur les services publics ; En 2012, lorsque François Hollande est élu, cette thématique est acceptée et prise en compte dans les critères du vote ;

Jacques Lutfalla (Contrôleur Général des Armées 2s) : Doit-on tenir compte du facteur religieux ?

L'Islam n'a pas la même culture politique.

La France, à l'inverse des pays anglo-saxons, n'est pas communautariste.

Mais la question se pose autour du lien social. Comment exposer dans l'espace public des opinions religieuses. C'est un point central.

Christian Guillot (Avocat à la Cour) : Comment résoudre cette contradiction qui fait que l'on paie toujours plus de taxes, et que l'on ne gagne pas plus, même en travaillant plus ?

Lorsque l'on voit des perspectives, on accepte de faire des efforts. C'est vrai au niveau individuel, de la famille, mais aussi de l'État.

Une frange de plus en plus importante de la société perçoit la solidarité comme de l'assistanat et la rejette. Et là, il y a opposition ;

Beaucoup de ceux qui se révoltent, travaillent, ne reçoivent pas d'aides sociales et font des efforts. Et en dessous d'eux, ils voient des personnes avec quasiment le même niveau de vie, qui attendent leurs allocations...

Paul Rechter (Vice-Président de Géostratégies 2000) Jusqu'à quel niveau de renoncement Emmanuel Macron peut-il aller, sans se couper de sa base électorale ?

Tout dépend des prochaines mobilisations. De toute façon, sa réponse sera trop tardive.

Il subit et n'impulse plus de dynamique. Il faudra reconstruire, revenir sur le contrat. Faire très attention à la réforme des retraites, qui risque d'être explosive, si elle creuse des inégalités. Si la réforme des institutions est perçue comme un outil pour renforcer le pouvoir centralisateur, là aussi, ce sera très dangereux.

Christophe Bouchez (Avocat à la Cour) : Parmi les gilets jaunes, il n'y a pas d'habitants de banlieue ?

Ce mouvement n'a rien à voir avec celui de 2005, quand les banlieues se sont soulevées, car elles se sentaient stigmatisées. Ici, les enjeux économiques sont surtout liés aux transports individuels. Et les banlieues sont nettement moins concernées que les zones rurales.

Il faut savoir que depuis plus de 20 ans, les préfets font remonter des informations qui laissent poindre un grand nombre d'inquiétudes. Quelles retombées pour ce mouvement ? Il est trop tôt pour le dire.

Marie-Clotilde Hingray Propos non revus par intervenants

Ont collaboré à cette Lettre, outre les intervenants dans les débats

RAYMOND DOUYERE, MARIE-CLOTILDE HINGRAY, FRANÇOIS-XAVIER MARTIN, JANINE RECHTER, MARIELLE VICHOT